

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 8 JUILLET
N° 229 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

LES GROUPES
D'ENQUÊTE CET
ÉTÉ À LA
CAMPAGNE
VOIR P.9

Renforcement de leurs polices

au centre des préoccupations Giscard-Schmidt

Finalement, ce qui sera resté de ce sommet franco-allemand de Hambourg terminé mardi, c'est l'insistance sur la lutte contre le «terrorisme». Les décisions à ce sujet n'ont pas été précisées publiquement, mais, quand on connaît les politiques policières des deux pays, on ne peut se tromper sur leur objectif.

A vrai dire, la coopération entre les deux polices est déjà très avancée. Il ne s'agit pas seulement des conseils que vont régulièrement prendre Lecanuët et Poniowski auprès de leurs collègues. On sait, à ce propos, que les lois récentes adoptées en conseil des ministres en France, (voir QdP, enquête sur la «sécurité») ne sont qu'une pièce de l'ensemble juridique que veut mettre en place la bourgeoisie française contre les révolutionnaires. En Allemagne, c'est déjà fait : pour ne prendre qu'un exemple, l'article 88 du code pénal punit de trois ans de prison ceux qui écrivent, diffusent, etc... des tracts ou livres «appelant à la violence».

suite p.3

LA LUTTE PAÏE

LE BRIGADIER ASSASSIN DE MOHAMED DIAB JUGÉ EN ASSISES

Il aura fallu quatre ans pour en arriver à ce résultat ! Quatre ans de lutte de la famille, des amis de Mohamed Diab, travailleur immigré abattu d'une rafale de mitraillette dans le commissariat de Versailles. Le jugement de la cour d'appel confirme celui de Versailles. Marquet ira en Assises. Le combat se poursuit : il faut que soit reconnu le caractère raciste du crime !

suite p.6



16 décembre 1972, métro Bonne Nouvelle, 2000 personnes manifestaient pour Mohamed Diab.

Condamné à un an de prison pour avoir riposté à une agression fasciste :

MAZOUË ET LAHYANNI LIBÉRÉS !

Après le jugement en appel voir p.6

TELL ZAATAR 47^e offensive repoussée

voir p. 7

DÉMENTI AUX AFFIRMATIONS DE ALLON !

Les déclarations de Ygal Allon, ministre des affaires étrangères de l'État d'Israël, selon lesquelles les représentants officiels de l'OLP en Somalie et à Kampala (Ouganda) faisaient partie du commando qui a détourné l'airbus, sont sans fondements. C'est ce qui est confirmé de source sûre.

Chirac : «Il faut accepter les dures contraintes de la chaleur..»

On nous annonçait des mesures spéciales pour la sécheresse au conseil des ministres. Chirac allait parler. Après avoir rappelé les mini-mesures prises il y a une semaine, Chirac s'est contenté d'une opération baume-sur-la-plaie : «Il ne faut pas s'inquiéter outre mesure, a-t-il déclaré, il faut accepter les dures contraintes de la chaleur. Ce sont les difficultés de la vie».

Quant aux mesures, toujours les mêmes fadaïses sur l'arrosage des pelouses, un appel à ne pas polluer les rivières («même si avant cela pouvait être toléré» !!), et surtout ne pas laver les voitures. Après cette superbe apparition, il disparaît dans sa 504 (brillante de propreté).

suite p.7

Caluire-Légumes

APRÈS HUIT SEMAINES DE GRÈVE

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

Paris (19^e) :
CONTRE LA RÉPRESSION
ANTI-SYNDICALE

Occupation de la boulangerie industrielle Cadot

voir p.5

Espagne : le fasciste Suarez

«J'offre des possibilités de collaboration à l'adversaire»

La première allocution télévisée de M. Suarez, le nouveau chef du gouvernement a apporté quelques précisions sur le contenu qu'il entend donner à sa politique : M. Suarez qui avait été un des plus ardents défenseurs du projet de loi sur les associations politiques présenté aux Cortès, a déclaré qu'il voulait «gouverner avec le consentement des Espagnols», et

affirmé son désir «d'offrir des possibilités de collaboration à l'adversaire»... Il définit lui-même son gouvernement transitoire qui doit se constituer en «gestionnaire légitime pour établir un jeu politique ouvert à tous». C'est donc bien une accélération du programme de réformes politiques qui est en vue, tel qu'il avait été défini antérieurement.

A travers le dédale des tractations qui sont en train d'être menées à Madrid, se pose une double question : jusqu'où le mouvement de masse contraindra-t-il l'oligarchie à aller dans la démocratisation ? Comment l'oligarchie essaiera-t-elle de faire face à une crise politique qui se double de très graves difficultés économiques ?

DOSSIER



LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

LA FRANCE EN FICHES

Le degré de fichage de la population est devenu tel aujourd'hui que même des experts bourgeois, comme ceux de la commission «Informatique et Libertés» ont fait entendre des protestations. Le rapport publié par cette commission l'an dernier, disait notamment que «les menaces majeures» de l'informatisation généralisée sont «un alourdissement du contrôle social et l'aggravation des rapports inégalitaires au sein de la société». Ce qui, traduit en clair, signifie que des dangers nouveaux aggravent encore les menaces qui pèsent à l'heure actuelle sur les libertés conquises par la classe ouvrière dans notre pays.

UNE MENACE IMPARABLE ?

Est-ce à dire, comme certains ont tendance à le proclamer, que l'utilisation de l'informatique va conduire à une espèce de toute puissance de la bourgeoisie ? On parle même de menace imparable. En fait, la vérité est différente. Sans aucun doute, le passage d'un fichier manuel à un fichier informatisé, et l'interconnexion renforcent les capacités de la classe dominante pour réprimer. Pourtant, les luttes actuelles le prouvent, cette menace peut être combattue. Les travailleurs qui sont, à des stades différents, responsables de l'émission des fiches, comme dans le projet AUDASS, se rebellent. Et on se souvient comment en Indochine, les ordinateurs et la technologie militaire la plus sophistiquée, s'ils ont aidé l'impérialisme US à faire des massacres, ne lui ont été d'aucun secours pour endiguer la volonté populaire.

«L'INTERCONNEXION»

L'un des dangers principaux, outre l'importance et la variété des fichiers établis un peu partout (à titre d'exemple, la police traite une centaine de millions de fiches), consiste dans le rapprochement (interconnexion) de tous ces fichiers divers.

Une telle mise en contact de tous les fichiers permet d'obtenir, sur un individu, une série encore jamais espérée de renseignements, en un temps record. Le projet SAFARI (système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des indivi-

du) est au point, bien que momentanément suspendu. Il permet de mettre en fiche, d'après leur numéro de sécurité sociale, tous les Français. A supposer, comme c'est prévu, que cet «identifiant unique» soit utilisé dans tous les fichiers, qu'ils soient de police, justice, sécurité sociale, fisc, etc... l'Etat disposerait là d'une arme redoutable.

L'informatisation, dans les administrations, suit son cours. De plus en plus de fiches sont traitées sur ordinateurs. Nous en montrons quelques exemples ci-dessous.

LES FICHIERS DE LA POLICE ET DE LA GENDARMERIE

JUSQU'A 80 ANS !

La gendarmerie dispose du «fichier de recherches et de documentation», qui comprend le fichier central de Rosny, le principal. Ce fichier est en cours d'informatisation. Il voit 2500 demandes de contrôle par jour (1,1 million par an). Ce fichier est alimenté par les fiches émises par la gendarmerie (mandats

DES VEHICULES AUX... MANDATS SYNDICAUX

La police, de son côté, a une panoplie très variée :

- fichier des véhicules (véhicules volés, et cartes grises) qui existe seulement sur la région parisienne, mais dont l'extension est prévue.
- fichier des recherches criminelles : infractions et personnes recherchées ou si-

- fichier des associations : ce fichier est utilisé par les Renseignements Généraux ; il concerne 50 000 enregistrements.

- fichier départemental automatisé des RG. Pour les personnes fichées, il comprend état civil, domicile, filiation, étiquette politique, et mandats électifs syndicaux ou politiques.
- fichier de la DST, dont

L'ORDINATEUR ET LA JUSTICE : Fichage à «l'allemande»

L'introduction de l'informatique à la justice a commencé par la reprise au ministère de l'intérieur du casier circulation (casier judiciaire concernant les infractions aux règles de la circulation). Tout à

puissance de l'ordinateur actuellement en service permet de fichier 3 millions de personnes (victimes, témoins ou auteurs présumés). Ce qui est en train de se mettre en place, c'est une sorte de deuxiè-

Mais dans ce fichier, on ne rentre pas que les noms ; on rentre aussi des événements, par exemple «manifestation du 21 mars à Nanterre». Or si actuellement cette information du BO est limitée à la



fait illégalement, ce casier était géré par le ministère de l'intérieur. Mais très vite, on est passé de ce projet peu intéressant pour le fichage et la surveillance au projet du Bureau d'Ordre pénal (BO).

Lorsqu'une affaire pénale arrive au parquet, c'est le BO qui enregistre et classe dans le dossier toutes les informations concernant les victimes, les témoins et les auteurs présumés de ces affaires.

me casier judiciaire qui ne concernerait pas les personnes jugées, mais toutes les personnes ayant eu, à un moment quelconque, un rapport avec la justice.

LE RÉSEAU CYCLADE

Voyons concrètement ce que nous trouvons sur ces fichiers. Durand Jacques est arrêté pour un vol de mobylette, le BO de Bobigny en même temps qu'il enregistre «Durand Jacques, vol de mobylette» va connaître immédiatement (le système est en temps réel) si Durand a déjà eu un contact quelconque avec la justice.

couronne de Paris, les projets prévoient son extension à toute la France et surtout la mise sur pied du réseau «Cyclade». Le réseau «Cyclade» permet la mise en relation de différents ordinateurs, c'est-à-dire la mise en communication des différents fichiers des administrations (justice, police, préfecture de police, santé...). Sous couvert de sécurité se mettent ainsi en place les moyens matériels qui permettent à la bourgeoisie de glisser tout doucement vers un régime «à l'allemande» où elle pourrait surveiller et exclure avec une efficacité accrue les travailleurs révolutionnaires.

UN AUTRE CASIER JUDICIAIRE...

Aujourd'hui, le BO a été informatisé pour toute la couronne de Paris. La

LES PROJETS AUDASS ET GAMIN

LES «ASSISTÉS» ET LES ENFANTS EN FICHE

L'opération de fichage menée actuellement par la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale (DASS) (d'où le nom de projet AUDASS) concerne tous les gens qui, à un moment ou un autre, pour diverses raisons, sont «assistés». Le fichier, quand il sera constitué, comprendra de l'ordre de 21 millions de personnes, soit près de 50% de la population !

responsable aussi de la police du département...

Le fichage ne se fait pas sans heurts, que ce soit à cause de la résistance des travailleurs sociaux ou à cause de la résistance des usagers. Au point que le responsable de la gestion informatique a expliqué «nous avons donné des conseils stricts aux puéricultrices pour qu'elles ne donnent pas la véritable raison de leurs visites».

système, déclare la CFDT; «permet de retrouver rapidement un enfant et de connaître tout son passé sanitaire ou social. Or on parle de conserver ce fichier pendant 18 ans...»

CONNAITRE TOUT LE PASSÉ SOCIAL...

Par ailleurs, les mêmes services, avec le projet GAMIN (Gestion Automatisée de Médecine Infantile) mettent maintenant en fiche tous les enfants qui naissent. Nul enfant ne peut y échapper puisque les visites sont obligatoires pour toucher les allocations postnatales. Le

VAL DE MARNE : REFUS TOTAL !

Là aussi, la lutte des travailleurs sociaux empêche que ces projets se mettent en place en douceur. A Paris, les assistantes sociales refusent de retourner les fiches des enfants considérés comme «à risque». Dans le Val de Marne, le refus est total, si bien que la DASS essaie d'utiliser les médecins de PMI.

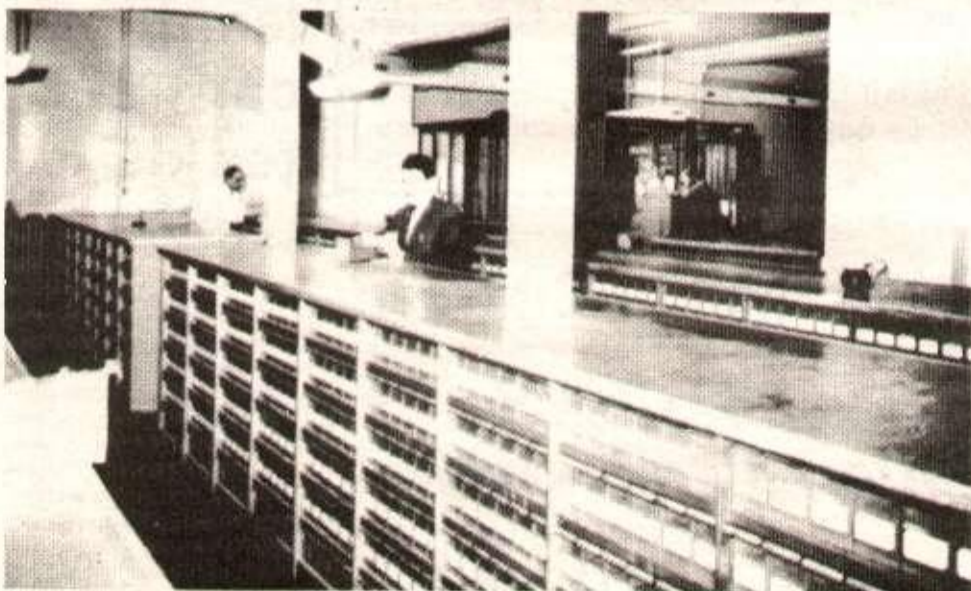
CONSEILS AUX PUÉRICULTRICES...

Sous prétexte d'améliorer la gestion, il s'agit en fait d'établir un fichier des personnes «à suivre». On voit aisément l'utilisation qui peut en être faite par la police et la justice : la DASS est placée sous la direction du Préfet,

bien évidemment, rien n'est divulgué.

- fichier national des permis de conduire : ce fichier en cours de constitution doit contenir 25 millions de permis de conduire et les infractions commises par les conducteurs.

- fichier des contraventions
- fichier des étrangers concernant les titres de séjour des étrangers à «statut spécial» (surtout les Algériens).



d'arrêt, etc...), des fiches militaires mais aussi des fiches de police principalement (qui sont conservées jusqu'à ce que la personne fichée ait 80 ans...)

Par ailleurs, elle dispose d'un «fichier de rapprochement des renseignements judiciaires» par commandement régional qui concerne les «malfaiteurs» et les infractions (540 000 fiches, 55 000 créées par an).

gnalées (informatisé en région parisienne)

- fichier central : actuellement manuel, il est prévu de l'informatiser. C'est le principal fichier ; il comprend 11 millions de fiches, concernant 8 millions de personnes.

Il y a aussi le fichier des personnes recherchées par la préfecture de police : 30 000 fiches, en télétraitement informatique intégral.

*La CFDT Union Région Parisienne a publié une brochure à ce sujet - 67 rue de Dunkerque Paris 9^e

en bref...

● **LA GRANDE OEUVRE DE GISCARD** : Le joyau de la pensée giscardienne sortira, publiquement, en septembre. C'est ce qu'on vient d'annoncer à propos de la fameuse « charte » du giscardisme qui comportera 130 pages. On ne l'attendra pas avec impatience. On sait ce qu'il y a dedans.

● **LES CADRES SE PLAIGNENT** : Le président de la CGC, Charpentier, a déclaré qu'en « ce milieu de 76, l'économie française donne l'impression d'un bateau ivre ». « Tous les équilibres sont rompus, dit-il, que ce soit celui des prix, celui de l'emploi ou celui des paiements extérieurs ». Voilà qui est fort juste. Mais il préconise la solution suivante : « le gouvernement doit créer un nouveau climat » car il y a « crise de confiance ».

RENFORCER LEURS POLICES

Au centre des préoccupations Giscard-Schmidt

Suite de la une

Les stages des policiers français - et inversement - sont organisés en RFA. Les pays d'Europe capitaliste se réunissent régulièrement pour étudier les mesures « anti-terroristes ». Dans le cadre de cette sinistre coopération, des policiers allemands ont opéré sur le territoire français, à la recherche de prétendus « terroristes » dans le centre de la France. On dira, d'ailleurs, que c'est la même chose avec l'Espagne, et sans aucun doute, l'ère de Poniatsowski, en matière de coopération policière internationale, n'aura rien à envier à celle de Marcellin.

nale, n'aura rien à envier à celle de Marcellin.

A l'occasion de la rencontre de Hambourg, des journalistes, sans que ce soit confirmé, ont même parlé d'une convention d'extradition, ce qui équivaldrait à ruiner encore plus les chances déjà maigres de refuge politique dans notre pays.

Quant à la position internationale face aux droits nationaux du peuple palestinien, l'unité semble s'être faite sur son assimilation à une lutte terroris-

te. On sait d'ailleurs que Maihofer, l'éminent professeur de Poniatsowski, a une fois déclaré que les Etats qui soutenaient la lutte du peuple palestinien ne sont que des « bandes organisées ». Le ton est donné.

Enfin, les interdictions professionnelles en Allemagne qui frappent des milliers de progressistes et de révolutionnaires, la chasse aux anti-nazis, ne peuvent que séduire le gouvernement Giscard. Celui-ci a ouvert d'ailleurs, le chemin de la répression par des circulaires sur

« l'obligation de réserve », par les mutations arbitraires de magistrats, l'intervention ouverte dans le cours de la justice. Enfin, la pression des policiers pour qu'on accroisse leur pouvoir, dont on a eu encore une manifestation intolérable avec la « grève des armes », montre aussi que les deux polices attendent, tout en collaborant, être toutes puissantes chez elles, et légaliser leurs abus permanents d'autorité, quand ce ne sont pas leurs crimes.

Paul LEFORT

LE PCF ET HAMBURG LES SOMMETS DU CHAUVINISME

L'Humanité atteint des sommets (à propos du sommet de Hambourg) : « La collaboration recherchée avec la police ouest-allemande ne cache-t-elle pas le manque de confiance du prince en une police véritablement nationale ? »
Ainsi ce que le PCF reproche à Poniatsowski, ce n'est pas que ses CRS tapent, c'est que leurs matraques ne soient pas bleu-blanc-rouge !

Dégradation de la santé SIMONE VEIL CACHE LA RÉALITÉ

Développement de la prévention, amélioration des conditions d'hospitalisation, accroissement du budget de recherche, tels sont les thèmes qu'a développés Simone Veil pour présenter l'action du ministère de la Santé. Il s'agit de faire croire ainsi qu'elle collabore à l'amélioration de la « qualité de la vie », alors que les masses peuvent constater chaque jour que les causes de maladie se multiplient, que la qualité des soins qui leur sont fournis ne progresse pas, ou se dégrade.

«ÉDUCATION SANITAIRE»

Simone Veil a annoncé pour 1977 des « campagnes d'éducation sanitaire ».

L'exemple cité de la « campagne anti-tabac » ne laisse pas espérer un grand succès pour ce genre de campagne : elle s'est soldée par un échec complet, la consommation de tabac a même augmenté pendant cette période. Veil parle de la lutte contre les erreurs alimentaires. Mais elle ne fait rien pour aider les nombreuses familles populaires, contraintes d'économiser sur le budget alimentaire, qui doivent se contenter de produits médiocres et de menus peu variés. Une telle propagande ne peut servir qu'à tenter de con-

vaincre les travailleurs qu'en définitive, ce sont eux qui sont responsables s'ils ne



joissent pas de bonnes conditions d'hygiène.

Quant à la campagne sur « le bon usage des médica-

ments » : quelle hypocrisie, alors que les trusts pharmaceutiques restent libres de consacrer des milliards à leur publicité, et à répandre sur le marché des produits d'une utilité douteuse et d'une nocivité certaine, comme les quinolines.

Aussi cette campagne a-t-elle un autre but, celui d'encourager une réduction des dépenses pharmaceutiques : un pas vers une « médecine de crise », en quelque sorte.

des aigus, qui sont rentables ; il fallait bien cela pour qu'ils supportent la concurrence avec les cliniques privées. Mais dans les hôpitaux de chroniques, dans les hôpitaux psychiatriques, dans les hospices, le décor n'a pas changé : ce sont toujours les vastes mouroirs où les lits sont serrés les uns contre les autres. Dans les hôpitaux pour aigus eux-mêmes, la suppression des salles communes s'est soldée par une aggravation des con-

Comment peut-on oser parler de prévention, alors que continuellement, sont introduits sur le marché de nouveaux produits sans qu'aucune étude de leur pouvoir toxique n'ait été faite, alors que 85 % des cancers sont provoqués par des agents de l'environnement, alors que des travailleurs manipulent des produits même la composition chimique !

«SUPPRESSION DES SALLES COMMUNES»

Des salles communes ont effectivement été supprimées dans les hôpitaux pour mala-

ditions de sécurité. En effet, le personnel n'a pratiquement pas augmenté, et il est beaucoup plus difficile pour une infirmière de surveiller trente boxes individuelles qu'une salle commune.

En effet, c'est une réalité que ne peut cacher la démagogie de Veil sur l'amélioration de la situation des personnels hospitaliers : dans la plupart des hôpitaux, le personnel manque au point qu'une surveillance minimum n'est pas toujours assurée, que les règles d'hygiène ne sont pas respectées, et cela malgré l'intensification du travail des hospitaliers.

Paul GAUVIN

REMANIEMENT DANS LA MARINE :

SANGUINETTI LICENCIÉ

TABARLY DÉCORÉ

L'amiral Sanguinetti, frère de l'ancien secrétaire de l'UDR, vient de se faire radier définitivement des cadres de la marine. Pour cause de critiques acerbes de la politique militaire française : dans plusieurs journaux, en effet, il avait critiqué la rentrée camouflée dans l'OTAN, l'abandon des priorités nucléaires, la diminution du rôle de la marine et il avait laissé entendre que la réforme de l'armée de terre était dirigée contre « l'ennemi intérieur ».

publié des articles contre la RFA.

L'amiral à la retraite, a déclaré, à l'adresse de Bourges : « Il est plaisant que je reçoive la récompense par le truchement du seul ministre de la Défense, dont on prétend, dans les armées, qu'il n'a jamais porté l'uniforme français... encore qu'il ait eu largement l'âge, et, pour un gaulliste, l'occasion rêvée, pendant le dernier conflit mondial ».

Quant au capitaine de Corvette Tabarly, il est fait officier de la légion d'honneur. Sur Pen Duick et sous ses quatre galons, il ne s'embarrasse pas, lui, de la « bataille de l'avant »...

Giscard ne l'a donc pas supporté. Pas plus qu'il n'avait supporté la rébellion de Binoche, général qui avait

Bouche-du Rhône : les magouilles de la Fédération des R.i.

La façon dont fonctionne le parti de Giscard d'Estaing, les RI, est bien illustrée par un document publié cette semaine par le « Canard Enchaîné ».

C'est une lettre de protestation écrite à Dominati, secrétaire général des RI, par les anciens responsables de la fédération des Bouches-du-Rhône, qui viennent d'être virés (nettoyage local). On y lit, à propos du congrès régional des RI l'an dernier (Poniatsowski y assistait) : « Il a fallu mettre en place un service d'ordre, 24 heures, à l'avance. Il a fallu faire du monde en remplissant de militants des cars, dont on nous avait affirmé qu'ils seraient payés par Paris, et dont les factures, recomman-

dées et menaçantes, nous ont ensuite poursuivies pendant des mois... Il a fallu garder les urnes, au cours d'une empoignade lamentable, certains responsables, et non des moindres, de la Fédération des Bouches-du-Rhône, estimant que ces élections n'étaient guère démocratiques... Tout cela pour entendre proclamer les résultats au micro de la grande salle où la presse attendait, alors que les urnes n'avaient pas été ouvertes ! »

Pratiques édifiantes, chez ces RI ! Quand on pense qu'elles ont permis à Giscard de se hisser à leur tête, on voit d'un autre oeil sa sérénité présidentielle d'aujourd'hui.

● **CATHERINE LEVY EXPULSÉE D'ISRAËL** : Catherine Lévy, qui avait été arrêtée le 23 juin à Haïfa et placée en garde à vue sans aucune justification de la part des autorités sionistes vient d'être expulsée d'Israël et regagne actuellement la France. Venue faire une étude sur « les relations de travail en Israël » dans le cadre d'une mission du

CNRS, les raisons invoquées pour sa détention : « c'est la troisième fois qu'elle se rend en Israël cette année » sont plus que fantaisistes. Mise au secret absolu, ses conditions de détention s'étaient dégradées au fur et à mesure. Cela donne une petite idée de comment sont traités les prisonniers politiques dans les géollesionistes.

LUTTES OUVRIERES

Foyers SONACOTRA

LE PCF TENTE DE RÈCUPÉRER

Deux à trois cents personnes se sont rassemblées hier à 14 h 30 devant la préfecture de Seine-St-Denis à Bobigny, autour d'une brochette de maires, députés et conseillers généraux bardés de leurs écharpes. On notait également la présence sous une banderole de Roger Sylvain (secrétaire du syndicat CGT-Renault) escorté d'une dizaine de délégués de Billancourt. Du monde trié sur le volet en somme, tous adhérents archi-convaincus du PCF.

L'objet officiel de ce rassemblement, c'était le soutien à Moussa Konaté, travailleur malien et membre du

PCF, le seul des 18 immigrés expulsés qui soit revenu en France. Poniatowski ne désarme pas et veut le faire expulser à nouveau, mais cette fois légalement. Il passait donc hier devant le conseil d'expulsion.

Ce que veut faire le PCF au travers de cette affaire, c'est apparaître comme le meilleur défenseur des travailleurs immigrés pour mettre la main sur la lutte à l'occasion des difficultés qu'elle rencontre.

Mais, où étaient-ils ces champions de la «défense des libertés» le 24 avril, au lendemain des expulsions quand le comité de coordi-

nation appelait à la riposte et rassemblait dix mille travailleurs dans les rues de Paris ?

Des militants du comité de coordination et ceux qui les soutiennent étaient venus appuyer Moussa Konaté et réclamer le retour des 18 expulsés. Les sbires du PCF multipliaient les provocations à leur encontre, les traitant de «personnel de Poniatowski» ou «comité de trahison».

La lutte continue dans les foyers de la Sonacotra, malgré le PCF, malgré ses calomnies et ses tentatives de récupération.

Centre hospitalier d'Ivry

27^e JOUR DE LUTTE CONTRE LA FERMETURE

C'est depuis le 11 juin que les travailleurs du centre hospitalier privé d'Ivry-sur-Seine, dans la Région Parisienne, occupent leurs locaux, après un vote quasi-unanime en Assemblée Générale.

C'est le 31 mai que la direction, démissionnaire et annonçait, deux ans après sa construction, la fermeture de l'hôpital qui, dira-t-elle, «n'était plus assez rentable».

Sur place, l'ambiance est animée. Dans différentes salles on discute. A l'entrée, différents panneaux sont apposés. Les grévistes font connaître leur lutte à l'extérieur et notamment sur les marchés de la ville, où dernièrement, ils ont recueilli 1 100 signatures en signe de solidarité. Il y a peu de temps, un commerçant a offert cinquante litres de lait aux travailleurs de l'hôpital.

Sur place, le service consultation fonctionne toujours. Hier, un travailleur, opéré il y a deux mois, est

venu à la consultation et est resté discuter avec les grévistes. Pour affaiblir la lutte, différents moyens sont tentés : il y a quelques jours, «télé-banque», entreprise qui loue des postes de télévision aux hôpitaux, (dont l'utilisation par les malades coûte fort cher) a tenté de récupérer son matériel. Le personnel s'y est opposé mais depuis, en a tiré les conséquences : on a pris les dispositions pour que plus rien ne puisse sortir !

A signaler que c'est pour mener la grève plus efficacement que les travailleurs ont décidé de créer une section CGT, il y a quelques semaines.

Mais voilà que les faux communistes du P«C»F se sont empressés de mettre la main dessus. Et à les lire, on réalise quels sont leurs véritables soucis, qu'on en juge !

Pour eux, ce qui est gênant dans cette fermeture, c'est «que les médecins, action-

naires, dans la gestion, qui devaient accéder à la propriété de l'hôpital, sont déposés du bien avant de l'avoir».

D'autre part, eux ils auraient évité la faillite, due disent-ils, «à un taux d'occupation des lits trop faible». Autrement dit, ces messieurs estiment que cet hôpital ne tourne pas à son rendement maximum. Alors qu'ici, beaucoup de malades sont des travailleurs mutilés dans les bagnes capitalistes, alors qu'à peine arrivés, ils sont raccommodés au plus vite et renvoyés sur les chaînes et les chantiers, les révisionnistes du P«C»F loin de dénoncer cette médecine de classe, trouvent au contraire que la rotation n'est pas assez rapide !

Pour eux, «il est dommage de laisser à l'abandon un si bon matériel».

Vendredi, est organisée une journée «portes ouvertes», soyons nombreux à y participer !



Moussa Konaté entouré d'une belle brochette.

• GRENOBLE, VAULX-EN-VELIN : Les employés des Nouvelles Galeries et de Record sont en grève, après ceux des Nouvelles Galeries de Saint Laurent du Var et de Lyon Bron qui viennent d'obtenir satisfaction.

10^e JOUR DE GRÈVE AU CFFPA DE BAYONNE

La grève a été provoquée par la tentative de la direction de renvoyer définitivement de l'hébergement un stagiaire et son amie qui avaient passé la nuit ensemble au centre lors d'un week-end.

L'hébergement, c'est les chambres collectives, le plus souvent jamais entretenues qui permettent de justifier les bas salaires pratiqués en FPA, lesquels souvent aux alentours du SMIC et sont bloqués durant toute la durée du stage. D'autre part, toute visite est interdite dans les chambres.

Ces règlements moyen-âgeux qu'on retrouve dans les foyers Sonacotra servent comme une menace constante pour inciter les stagiaires à la docilité. En effet, si l'on est exclu de l'hébergement ou de la cantine, c'est bien souvent le centre qu'il faut quitter, faute de moyens financiers, nécessaires pour se loger et se nourrir en ville.

Les stagiaires se sont emparés de ce cas pour remettre en question un règlement archaïque qui interdit tout droit d'expression politique et culturelle, toute organisation syndicale, etc... Ils ont rédigé en Assemblée Générale, un nouveau règlement intérieur, soutenu par les moniteurs CGT et CFDT, ce qui est très positif, et qui vi-

se à faire prévaloir les droits des stagiaires, malgré quelques limites.

La détermination dans la lutte a permis d'obtenir ce que tous les centres doivent s'efforcer d'imposer : la renégociation du règlement intérieur et la disposition indiquant que le règlement peut être modifié à la demande des stagiaires à chaque stage, que les décisions de sanctions ne peuvent être prises qu'en Assemblée Générale. Aujourd'hui, ils ont obtenu la levée des sanctions jusqu'à la renégociation du règlement intérieur, la prolongation de la durée du stage en fonction des heures perdues. Cependant, la grève continue pour l'obtention du paiement des heures de grève.

Grâce à la coordination nationale, tous les centres organisés sont au courant et comme l'expérience l'a plus d'une fois montré, la solidarité est décisive. Nous lançons donc un appel à tous les centres pour qu'ils envoient des messages de soutien et de protestation à la direction de Montreuil, à M. Villaret, à prendre toutes les initiatives nécessaires en vue d'appuyer la lutte de nos camarades, à téléphoner au secrétariat afin d'avoir tous les renseignements complémentaires.

Le Secrétariat de la coordination nationale CFFPA

INFORMATIONS GÉNÉRALES

«France-Soir» change de mains LA PRESSE VENDUE

Après le rachat du Figaro par Hersant, c'est France Soir qui change de mains moyennant finances : environ cinquante millions de francs. La FEP (France Editions Publications), filiale de Hachette a vendu «France Soir» à Edimonde, filiale de Hachette à 99 % et de Opera Mundi de Paul Winkler pour le reste. En résumé, c'est sur le plan financier le passage d'un titre d'une filiale de Hachette à une société contrôlée par Hachette. Avec cette opération se conclut un

nouvel épisode des importantes restructurations en cours dans la presse. En moins d'un an, le groupe de presse Prouvost a été liquidé : le Figaro étant acquis par Hersant, les autres publications et notamment Paris Match et Télé Sept Jours par Hachette. Aujourd'hui Hachette se dégage partiellement de «France Soir» tout en conservant un certain contrôle sur lui à travers sa très forte participation dans Edimonde. Pour expliquer ce dernier transfert, on a donné des

raisons financières : «France Soir» ne serait plus rentable, du moins insuffisamment.

Mais s'agissant d'un titre aussi important que France Soir qui diffuse environ 700 000 exemplaires, il ne peut s'agir uniquement de raisons financières. La question que l'on se pose en examinant la cession de ce titre à Winkler, c'est qui peut agir derrière Winkler, lui fournir l'assise financière suffisante. On s'était posé la question lorsque Hersant s'était porté acquéreur du Figaro. Dans les deux cas, la réponse est probablement la même. Il s'agit sans doute de grands groupes bancaires agissant pour le gouvernement. Hersant est député RI; France Soir qui, par l'intermédiaire de Hachette était contrôlé par le pouvoir n'a certainement pas été laissé à la disposition d'un groupe échappant à son contrôle.

Après la disparition de nombreux journaux parisiens et provinciaux ou leur passage sous la coupe des grands groupes de presse (essentiellement Hersant et Hachette)

c'est une nouvelle étape qui s'amorce aujourd'hui : un contrôle plus étroit. Contrôle rendu plus facile grâce aux nouveaux procédés techniques : photocomposition et téléimpression. Ainsi Hersant va mettre en place un système d'éditions régionales du Figaro grâce à la téléimpression : transmission à distance des maquettes du Figaro dans des imprimeries de province. En s'assurant dès maintenant le contrôle de la presse, le gouvernement se fournit les armes qui lui serviront quand la gauche sera au pouvoir pour mener sa contre-propagande.

• BONUS POUR LES MOTOS : Le système du bonus-malus sera bientôt étendu aux assurances des motos, après avoir été décidé pour les autos. On parle même d'instituer une espèce de concours avec classement : moto d'or, moto d'argent, moto de bronze. Il y a actuellement 3 accidents de moto pour un accident d'auto.

«LA PRESSE JOUIT D'UNE ENTIÈRE LIBERTÉ» (Giscard)

Dans la série des contre-vérités qui sont proférées quotidiennement par les membres du gouvernement, Giscard a décroché un prix d'honneur : recevant les quotidiens de presse régionaux, il a déclaré, sans sourcilier : «La presse jouit d'une entière liberté» ajoutant, avec forfanterie : «Personne ne me démentira». Il a omis de dire bien sûr le nombre des procès intentés aux journaux révolutionnaires. Pas plus qu'il n'a parlé des immenses obstacles financiers qui sont jetés devant la presse révolutionnaire pour l'empêcher de sortir. Pour masquer que la presse est asservie au capital, le président a ensuite dit qu'elle avait deux ennemis : «l'argent et l'endoctrinement». Personne ne dit s'il pensait à Amaury, ou au groupe de l'ex-nazi Hersant ?

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRM
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

Caluire Légumes (Lyon)

Après huit semaines de grève

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

Boulangerie Cadot (20^e) 5^e jour d'occupation contre les 240 licenciements

Parmi un dédale de petites rues et d'impasses, l'impasse Hautpoul... Dans ce quartier du 19^e arrondissement, les tours de vingt étages continuent de «pousser». La «rénovation» urbaine n'en finit pas d'empiéter inexorablement sur ces petits îlots de vieilles maisons qui n'abritent plus que de petites entreprises artisanales de réparation électrique, dépôt de papeterie...

«Ça tourne au ralenti, depuis quelques jours», explique la patronne du café du quartier, «mais c'est pas les vacances pour tout le monde. Ceux de chez Cadot, ils en ont profité pour les mettre à la porte». «Au mois de juillet, pensez donc !», ajoute-t-elle indignée. A l'angle de la rue Petit et de l'impasse Hautpoul, de grandes inscriptions peintes à la chaux sur la chaussée donnent le ton : «Cadot : non au chômage et aux licenciements !» Au fond de l'impasse, les estafettes de livraison peintes à l'enseigne de l'entreprise sont consciencieusement rangées en épi, les grilles qui protègent la devanture sont cadenassées...

CADOT : USINE OCCUPÉE :

Le travailleur qui garde la porte d'entrée a les yeux rouges de sommeil : «On est un peu fatigués, on occupe 24 heures sur 24». A l'intérieur de cette boulangerie industrielle qui emploie deux cent quarante ouvriers en grande majorité Africains et Maghrébins, il règne une tout autre animation. Par groupes d'une dizaine, assis sur des caisses de bière, ils jouent à la belote ou au rami. «On occupe depuis vendredi soir à minuit moins le quart», lance fièrement l'un d'eux.

Il est onze heures. Depuis près d'une heure les délégués sont réunis de l'autre côté de la baie vitrée qui sépare les guichets des employés et le magasin d'où part chaque jour le pain pour Paris et la banlieue.

«Un jeune ouvrier de l'usine Delâtre, constructions métalliques à Frouard (Meurthe-et-Moselle) s'est tué lundi soir en tombant d'un pont roulant haut de 7 mètres. Pour les camarades de Delâtre, ce n'est pas un accident. Aucun dispositif n'est prévu pour la sécurité sur le pont roulant et le patron aura à répondre de ce crime.

L'entreprise est liquidée. A la plus grande surprise de tous, le bilan a été déposé jeudi soir. «On avait pourtant l'impression que la boîte tournait bien», confie un ouvrier, nous, on ne manquait pas de boulot, c'était aussi dur qu'avant !» «Faillite ? C'est vite dit ! explique l'un des responsables de la section CGT forte de cent quatre vingt adhérents, quant à nous, on pense plutôt qu'il s'agit d'une faillite montée de toutes pièces pour se débarrasser de nous». Depuis qu'elle a été créée en 1975, la section syndicale s'est portée à la tête de luttes contre les conditions de travail effarantes. Cette combativité qui ne s'est pas démentie depuis un an ne peut que gêner les plans de M. Cadot qui prévoit de «réorganiser» son petit groupe autour d'une filiale qu'il possède : CFD (Cadot - fabrication - Distribution). Il a donc pris le parti d'écartier les «gêneurs» à la veille des vacances : «C'est bien à une répression anti-syndicale que nous avons à faire», explique un militant CGT.

Pour l'heure, les travailleurs organisent l'occupation de l'usine. Ils rédigent les communiqués de presse, informent les boîtes aux alentours : il faut d'emblée éviter le piège de l'isolement. Pour cela, ils appellent à un rassemblement de toutes les entreprises du 19^e aujourd'hui à 17 h 30 aux portes de leur usine.

Après huit semaines de grève, les patrons de Caluire-Légumes, Thiebon et Charbotel, malgré le soutien de nombreux patrons-maraîchers et certains membres de la FDSEA ont enfin cédé aux revendications légitimes des 9 travailleurs tunisiens. Suite à une intervention du comité de soutien au dernier conseil municipal, M. Dugoujon, député-maire de Caluire s'est trouvé obligé d'intervenir dans le conflit et le 6 juillet, à onze heures, les négociations ont eu lieu entre les patrons, l'inspecteur des lois sociales en agriculture, les grévistes et le maire.

DECLARATION FAITE PAR LES CAMARADES DE CALUIRE-LÉGUMES POUR LE «QUOTIDIEN DU PEUPLE» :

«Nous remercions tous les camarades qui sont venus nous aider depuis le 19 mai. Nos difficultés, nos problèmes ont trouvé aujourd'hui une solution, en partie ; mais ce n'est pas terminé, la lutte continue et nous avons besoin de votre solidarité. Nous sommes avec tous les camarades ouvriers agricoles et d'autres entreprises qui sont exploités par les mêmes patrons et avec les mêmes conditions. Pendant huit semaines de grève, on a découvert l'importance de la lutte pour être des hommes.»

Le même jour, à 18 heures, Poperen, député socialiste du Rhône, accompagné de nombreux militants PS est venu apporter son «soutien» aux grévistes. Il est regrettable

que ce soutien soit arrivé une fois le conflit terminé. Au cours de sa prise de parole, Poperen n'a pas manqué de souligner l'efficacité des militants du PS dans cette lutte. Les travailleurs, pas dupes, échangeaient des sourires...

Quand la venue de Poperen a été annoncée à la précédente réunion du comité de soutien, elle a suscité de nombreuses réactions. Les militants de CFDT qui étaient dans l'avant-garde depuis le début

refusaient de voir cette lutte récupérée au profit du programme commun : «On ne va pas leur ramener sur un plateau une lutte à laquelle ils n'ont pas participé !».

Mais l'accord signé entre les grévistes et les patrons, la lutte continue car il faudra être vigilant, d'une part pour le respect des accords et d'autre part pour empêcher toute répression. Continuons à rendre visite aux travailleurs de Caluire-Légumes !

LES TRAVAILLEURS DE CALUIRE-LÉGUME ONT OBTENU :

- 9 F de l'heure,
- un quart d'heure de casse-croûte payé,
- le droit de parler et de fumer pendant le travail,
- horaires fixes : 6 h 30-11 h 30, 14 h-17 h, ce qui évitera des «erreurs» dans le calcul des heures supplémentaires,
- 2 par bungalow, eau chaude, frigo, toilettes, 60 F par mois au lieu de 100 F.

RATP-BUS :

● Menaces de sanction au dépôt de Flandre

● Dans d'autres dépôts, la lutte continue.

Six jours après le démarrage de la grève, les conducteurs de bus du dépôt de Flandre ont repris le travail sans avoir rien obtenu. En ce moment, la chaleur a considérablement aggravé les conditions de travail. Passer plus de huit heures dans une cabine où il fait soixante degrés, assis sur un siège en skaï, sans aération, c'est intenable. De plus, de nombreux employés sont en vacances ; ceux qui restent (205) font tout le boulot (effectué par 350 normalement). La direction n'a pas embauché de personnel supplémentaire : les journées sont donc beaucoup plus longues en été qu'en hiver. Mercredi dernier, au dépôt de Flandre : «On en avait tellement marre, on a décidé de rentrer les voitures».

Cette grève sans préavis a gagné d'autres dépôts. Les revendications avancées étaient :

- 5 minutes de temps de battement supplémentaire à chaque course
- 60 minutes de pause par jour avec crédit rétroactif depuis le premier juin.

de la base, spontanément. Certains machinistes n'ont vraiment pas compris pourquoi les syndicats n'avaient pas pris sérieusement en main la grève. D'autre part, la popularisation auprès des usagers a été assez peu prise en compte. Les conducteurs

subissent la même chaleur dans leur boîte, et après un moment d'impatience, comprennent vite les problèmes des chauffeurs. Même, la solidarité est encore plus nette avec les ouvriers de chez Rateau à la Courneuve : ceux-ci ont suivi avec intérêt la lutte dans la RATP. Comme dit un machiniste : «Le dépôt de Flandre, ils s'en souviennent, car on les avait soutenus pendant leur grève en 74». Ainsi, c'est la question de l'unité populaire qui est posée.

Maintenant, le mouvement se poursuit par des actions ponctuelles, dans certains dépôts : par exemple, exiger l'enlèvement des plaques publicitaires qui empêchent l'aé-

Grenoble : Hôpital des Sablons-la-Tronche : face au chantage à l'hygiène et à la sécurité des malades, soyons à l'offensive !

Avec trois semaines de grève derrière eux, les ASH de l'Hôpital des Sablons déclarent dans un tract inter-syndical : «Nous ne céderons pas ! «Nous ne céderons pas» devant le refus de répondre positivement à l'ensemble de nos revendications, devant la campagne hypocrite du directeur général et de quelques médecins qui s'inquiètent soudainement de l'hygiène et de la sécurité des malades et font courir des ragots sur les conditions dans lesquelles ils seraient traités actuellement. Cette campagne vise à dresser les malades contre les grévistes, à rendre impopulaire cette lutte.

Le débat auquel ont participé les malades a permis de constater que les hospitaliers

peuvent espérer un grand soutien des malades, l'unité des hospitaliers autour des ASH et ASI se consolide. La lutte est largement popularisée sur les usines (samedi et dimanche derniers à Malville). Le service minimum assure l'hygiène sanitaire des malades. Non vraiment, la direction n'a aucune raison de s'inquiéter des conditions d'hygiène, mais a raison de s'inquiéter du renforcement de la lutte et de la détermination des hospitaliers de ne pas céder.

Les syndicats CGT et CFDT organisent :
SAMEDI 10 JUILLET
AU GYMNASSE
D'ÉCHIROLLES
A GRENOBLE
UN BAL DE SOUTIEN AUX
GRÉVISTES DE
L'HÔPITAL DES SABLONS



Mais la direction n'a pas cédé d'un pouce. La prime de gratification dont on parlait depuis longtemps sera fixée par la direction : autant dire rien, peut-être dix centimes par heure !

Pourquoi la lutte s'est-elle arrêtée si vite au dépôt de Flandre, alors qu'elle touchait 100 % des travailleurs, pourcentage qui n'avait jamais été atteint, même en 68.

Comment se fait-il que le mouvement ne se soit pas généralisé à l'ensemble des dépôts et qu'il n'y ait pas eu de réunion pour toutes les lignes de bus ?

Le mouvement est parti

ont conscience des problèmes que l'arrêt des transports pose aux travailleurs. Certains machinistes proposaient d'assurer un service minimum (matin et soir) et de rentrer les bus dans la journée.

«Il aurait fallu distribuer des tracts pour expliquer notre lutte, car l'unité de la classe ouvrière est indispensable. Mais la direction a tout fait pour empêcher que la liaison conducteurs/usagers se fasse. Elle a peur, et essaie de monter le public contre les conducteurs».

Pourtant, la majorité de ceux qui prennent le bus

ration, à l'avant des véhicules. Quant aux machinistes du dépôt de Flandre, en plus de la retenue sur leur salaire : de 600 à 900 francs, ils risquent des sanctions. Les six jours de grève ne sont pas reconnus. Pour la direction, c'est six jours d'absence illégale !

Si la menace de sanction se précisait de la part de la direction, la riposte serait immédiate. Les machinistes savent que seule une lutte vraiment offensive peut payer maintenant !

Véronique MONPAZIER

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LE JUGE PASCAL COMPARAÎT POUR «VIOLATION DU SECRET DE L'INSTRUCTION»

Le juge Pascal comparaît aujourd'hui devant la Chambre d'accusation de Rennes pour «violation du secret professionnel et du secret de l'instruction».

Il s'agit d'un article qu'il a publié dans Paris-Match du 28 septembre 1974, sur l'affaire de Bruay-en-Artois. A propos de cette accusation, le juge Pascal a déclaré, après qu'elle lui ait été notifiée : «On ne m'a pas encore reproché d'avoir menti, on me reproche seulement d'avoir dit la vérité». «Ce procès met en jeu le maintien de la justice de caste et le maintien du secret de l'instruction».

Au Quotidien du Peuple, il déclarait : «Il s'agit là d'un nouveau degré dans l'escalade de la répression contre les magistrats qui veulent lutter pour une justice égale pour tous et

pour une justice visible par tous... On ne veut pas que les questions de la justice soient largement portées sur la place publique, soient largement discutées».

Le juge Pascal est aussi celui qui avait inculpé Coquidé, PDG des Houillères, pour l'assassinat des 42 mineurs de Liévin, confirmant ainsi le verdict du Tribunal Populaire : «Houillères assassins». L'inculpation contre Pascal s'inscrit dans l'offensive gouvernementale contre cette fraction de la magistrature qui est sensible aux luttes des travailleurs contre la justice de classe : cette justice qui frappe les syndicalistes et innocente les patrons responsables d'accidents du travail mortels.

Pas de sanction contre le juge Pascal !

4^e R.G. DE LA VALBONNE : DEUX SOLDATS EMPRISONNÉS POUR AVOIR REFUSÉ DE BRISER LA GRÈVE DE MONIN SONT LIBÉRÉS

«Nous, travailleurs de Monin Ordures Service, avec notre syndicat CFDT remercions tous les camarades soldats qui nous ont soutenus pendant notre grève. Nous savons que beaucoup d'appelés ont été contraints de faire le ramassage des poubelles à notre place, mais qu'ils ont trouvé le moyen de ne pas briser notre grève. Nous tenons à remercier tout spécialement les camarades Metral et Dumain qui ont refusé de prendre notre travail et qui ont montré une grande solidarité avec nous.

Nous voulons vous assurer que vous n'êtes pas seuls et demandons votre libération».

Ce tract, fait par des ouvriers de Monin, était destiné aux soldats du 4^e régiment de génie de la Valbonne. Pendant leur grève du ramassage des poubelles

à Lyon, le maire avait requis l'armée pour briser la grève. Chez les appelés, un fort mouvement de solidarité avec les grévistes s'était dégagé, et l'opération fut un échec. Deux soldats, Metral et Dumain avaient refusé d'y participer, et avaient été mis aux arrêts de rigueur pour cette raison.

Après 25 jours d'emprisonnement, la solidarité des ouvriers de Monin, et le travail de popularisation fait par le comité de soldats du régiment, ils ont été libérés.

C'est là une victoire importante, car due à la solidarité entre travailleurs en grève et soldats : le comité de soldats avait participé à des conférences de presse avec les travailleurs de Monin. «Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur», c'est cela que ça veut dire !

MARQUET, L'ASSASSIN DE DIAB SERA JUGÉ EN ASSISES

Dans un local qu'il connaît bien, un homme, soutenu par plusieurs autres hommes armés, se saisit d'un pistolet mitrailleur, menace un autre homme et finalement lui tire dessus et le tue. Banale affaire de truands ? Le compte de l'assassin sera vite réglé par la justice ! Les choses auraient pu se passer ainsi. Seulement voilà : l'assassin est un brigadier de police, la victime un travailleur immigré algérien : Mohamed Diab.

Et il faudra plusieurs années de mobilisation de ses amis, une manifestation sauvagement réprimée à Paris, une instruction démesurément longue, pour que la «justice» intervienne, en octobre 75 : le tribunal correctionnel de Versailles se déclare incompetent, et renvoie l'affaire devant la cour d'assises. Marquet fait appel, et c'est hier que la cour faisait connaître son arrêt.

La lutte paye ! C'est ce que se sont dit les nombreux amis de la famille de Diab, les anti-racistes, présents dans la salle, lorsqu'après une demi-heure de justifications, la cour s'est déclarée incompétente à juger le meurtrier de Mohamed Diab.

En cela, elle reprend la décision du tribunal de Versailles et suit les conclusions présentées par la famille de Diab. C'est sur l'appréciation de l'état de légitime défense que la cour s'est montrée dans le doute. Mais dans la mesure où de toutes

façons, «l'usage précipité d'un pistolet-mitrailleur était injustifié», l'affaire relève de la cour d'assises.

Troisième victoire, donc pour la famille et les amis de Diab. La lutte n'est pas finie pour autant. Car dans les conclusions de la cour, se sont glissées des appréciations visant à discréditer Mohamed Diab, et même sa famille.

Depuis la manifestation de Barbès, cette affaire est avant tout l'exigence du châtiment d'un crime raciste. Forcée à reconnaître le crime, la justice cherche à en voiler le caractère raciste, à la dissocier des multiples agressions, souvent mortelles (les assassins de Mohamed Azzouz, à Annecy, courent toujours) dont sont victimes les travailleurs immigrés. C'est pourquoi la mobilisation doit se maintenir.

Du côté de Marquet, à en juger par la dizaine de gardes du corps (ou collègues ?) qui l'entouraient à sa sortie, on semble l'avoir compris.

PROCÈS CACCIARI : DÉFILÉ DE CRS

La journée d'hier n'a pas contribué à replacer le procès dans son véritable cadre, puisqu'elle a été consacrée aux témoins de l'accusation, tous CRS de leur état. La plupart avaient participé aux opérations de «maintien de l'ordre» lors de la nuit de Bastia, et certains avaient été blessés. Parmi eux, un certain nombre ont été touchés sérieusement. Cela prouve une chose : la pro-

fondeur de la colère corse, le caractère provocateur de l'intervention policière, et l'ampleur de la répression alors exercée.

L'accusation a été jusqu'à citer des CRS dont la «blessure» s'est révélée être un «hématome au bras». Que pense-t-elle ainsi prouver ?

MAZOUÉ ET LAHYANNI LIBÉRÉS !

Une banale histoire de «factions rivales d'étudiants» en venant aux mains. C'est ce qu'aurait voulu traiter, hier, le président de la dixième Chambre de la Cour d'Appel de Paris. Seulement, des deux groupes d'étudiants en question, l'un était composé de colleurs d'affiches de l'UNI, armés de fléaux japonais («de mon temps, les moyens d'action des étudiants n'étaient pas si évolués» devait dire le président d'un ton badin...), l'autre de jeunes, qui sortaient d'une fête, et pour qui l'UNI, ce sont les agressions fascistes régulières contre les facultés, contre les militants sur les marchés.

Seulement, après la bagarre issue de la rencontre des deux groupes, ce sont quatre anti-fascistes qui se retrouvent inculpés sous le coup de la loi anti-casseurs, en procédure de flagrant délit. Seulement, pour quelques hématomes sur un colleur d'affiches, deux des quatre inculpés ont été condamnés respectivement à un an et huit mois fermes ! D'ailleurs, les dizaines d'amis et de militants venus soutenir les quatre inculpés prouvaient que ce n'était pas cette banale affaire que voulait le prési-

dent. Les faits, ils sont simples : vers minuit, un groupe de jeunes sortant d'une fête tombe sur des colleurs d'affiches de l'UNI. Injures, affiches arrachées, et bientôt bagarre. On entend une détonation dans le camp de l'UNI, des fléaux japonais sortent. Le groupe de jeunes se défend. Certains prennent des cailloux sur un chantier avoisinant, l'un d'eux une barre de fer. Des voisins appellent la police. Celle-ci embarque quatre jeunes : Mazoué, Lahyanni, Mignat et Medouni ; dans le commissariat, les «jeunes gens de l'UNI» devisent galement avec les flics, se concertent pour «reconnaître leurs agresseurs», et comme par hasard, accusent tous un jeune de «type méditerranéen», Lahyanni ! Le substitut du procureur leur donne le choix entre deux dates de procès, soit tout de suite en flagrant délit, soit quelques jours après. Ce qu'il ne dit pas, c'est que ce sera aussi en flagrant délit, c'est-à-dire que l'instruction ne sera menée que par la police, c'est-à-dire par l'UNI ! Tout cela a été rappelé lors de ce procès en appel (appel fait par le procureur, et par la défense). L'avocat général demande «une peine de

principe» pour les deux jeunes relaxés lors du précédent procès (Mignat et Medouni) en expliquant «qu'en s'appropriant à peut-être venir en aide à leurs camarades», ils étaient sous le coup de la loi anti-casseurs ! La loi est déjà scélérate, en instituant une responsabilité collective lors des manifestations, mais une telle interprétation permet de l'appliquer à tout le monde. Maîtres Comte et Jouffé, défenseurs l'ont souligné, et ont demandé à ce que la relaxe soit prononcée pour les quatre accusés.

Une heure après, alors que le président du tribunal ne voulait rendre son verdict que mardi prochain, la pression à la porte de la salle l'amenait à faire connaître le délibéré : relaxe confirmée pour Mignat et Medouni, transformation en peine de sur-sis des peines fermes de Mazoué et Lahyanni. Cela veut dire qu'ils sont libérés !

Victoire, donc, qu'il faudra utiliser lors des procès d'autres jeunes anti-fascistes condamnés, comme Roux et Colombis, qui attendent toujours de passer en appel.

Eric BREHAT

R.I. CONTRE UDR : UN DEUXIÈME ROUND MANQUÉ

La fronde permanente qui agite l'UDR a resurgi, montrant, de nouveau, l'incapacité de la coalition giscardienne à s'unifier. D'ailleurs, les sénateurs, actuellement occupés sur le texte des plus-values, recommencent le charcutage du projet, comme s'il restait quelque substance à cette baudruche de réforme.

Pourtant, la mutinerie n'aura pas duré, même si les contradictions ne sont qu'étouffées. Principalement parce que le ministre de l'intérieur, Poniatowski, a transigé. Labbé, qui fut si virulent contre les plus-values, annonçait hier en début d'après-midi, après la réunion avec Chirac au Bois de Boulogne, que son groupe voterait unanimement le projet revu et corrigé.

Les motifs officiels de cette réforme de la loi électorale étaient pourtant «d'éliminer

les marchandages dans lesquels la démocratie n'a rien à gagner». Quelle dérision !

En effet, Poniatowski avait élevé, dans son projet initial, le pourcentage des voix nécessaires aux candidats pour se maintenir au second tour, de 10 (chiffre précédent) à 15%. Sur pression de l'UDR, il a marchandé à 12,5%. Un député humoriste, ne comprenant sans doute pas qu'il s'incluaient lui-même dans le ridicule parlementaire, a proposé, pour sa part, 11,64%.

La baisse du seuil limite les effets prévus de la réforme qui étaient : obstacle mis à la participation des petits partis, ce qui vise en particulier les révolutionnaires, obligation de fait des centristes et des radicaux de rechercher des candidatures communes avec les R.I., aux dépens de l'UDR, et, dans de nombreux cas, élimination de la gauche.

Le PCF, d'ailleurs, se plaignait fort, dans «L'Humanité» d'hier de ce projet, qu'il qualifie «d'immoral».

Bien évidemment, la loi Poniatowski, en ce qu'elle vise à perfectionner encore le mensonge du suffrage universel, est infiniment réactionnaire. Mais ce n'est qu'une pièce d'un système qui opprime le peuple en essayant de faire croire qu'il peut choisir librement.

● LE PATRONAT ET LA REPRISE : Le CNPF se plaint de «la faiblesse des programmes d'investissement» et doute de la durée de la reprise. Il menace, à nouveau et trouve que «les hausses importantes de salaires» (!) et les «moindres progrès de productivité» nuisent à la «maîtrise de l'inflation». La chanson ne change pas.

● DES BANANES PERDUES : Il y a actuellement quelque 5 000 tonnes de bananes qui pourrissent dans les ports du Havre, de Rouen et Dieppe. La consommation s'est trouvée brutalement freinée, à cause de la chaleur. Les mandataires ont décidé de distribuer des bananes aux éleveurs de la région de Rouen, pour la consommation animale.

TÉLÉVISION : HAUSSE DE LA TAXE La taxe de redevance télévision va certainement augmenter de près de 14%. Cette nouvelle augmentation porterait la taxe à 162 F pour les postes en noir et blanc et 243 F pour les postes en couleur. La taxe radio n'augmenterait pas : il faudrait peut-être dire merci à Fourcade !

INTERNATIONAL

DÉCÈS DU CAMARADE CHU TEH

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS,
DU COMITÉ PERMANENT DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE POPULAIRE
ET DU CONSEIL DES AFFAIRES D'ÉTAT

Le camarade Chu Teh était un membre d'élite du Parti Communiste Chinois, un grand combattant révolutionnaire et un grand révolutionnaire prolétarien, du peuple chinois, ainsi qu'un des dirigeants éminents du Parti, de l'État et de l'armée.

La vie du camarade Chu Teh a été consacrée au communisme, à la continuation sans défaillance de la révolution. Fidèle au Parti et au peuple, le camarade Chu

Teh a lutté héroïquement et a consacré avec abnégation toute son énergie pour appliquer la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao et assurer le triomphe de la cause de la libération du peuple chinois et de la cause du communisme. Sous la direction du président Mao, le camarade Chu Teh a accompli des exploits impérisables pour édifier et développer notre armée populaire invincible, édifier et élargir nos bases d'appui révolution-

naires, renverser la domination réactionnaire de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique et conquérir la victoire de la révolution de démocratie nouvelle, pour édifier le pouvoir révolutionnaire de notre pays, consolider la dictature du prolétariat et lutter pour arracher des victoires dans la révolution et l'édification socialiste. Tout le Parti, toute l'armée et tout le peuple lui vouent une affection sincère.

MESSAGE DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE MARXISTE - LÉNINISTE

AU PRÉSIDENT
MAO TSÉ TOUNG
AU COMITÉ CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE
CHINOIS
AU PEUPLE CHINOIS,

Paris le 6 juillet 1976

Camarades,

Profondément ému par la disparition du camarade Chu Teh, le Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste présente ses sincères condoléances au Parti Communiste Chinois et à tout le peuple chinois.

Avec le camarade Chu Teh, c'est un grand communiste qui disparaît. Toute sa vie a été consacrée à la lutte pour l'émancipation du peuple chinois, pour la révolution et l'édification du socialisme en Chine. C'est en Europe qu'il rejoindra les rangs du Parti Communiste Chi-

nois, mettant dès lors toutes ses connaissances, tout son dévouement, toute sa vie au service du peuple chinois. C'est ainsi qu'il jouera un rôle déterminant dans l'édification de l'Armée Populaire de Libération, qu'il participera à la direction de la Longue Marche. Après 1949, il sera élu Président de l'Assemblée Populaire Nationale et le restera jusqu'à sa mort. Membre du Comité Permanent du Bureau Politique du Parti Communiste Chinois, Chu Teh restera toujours fidèle à la ligne révolutionnaire impulsée par le Président Mao Tsé-toung.

L'exemple de la vie révolutionnaire du camarade Chu Teh restera toujours vivant dans le cœur et la mémoire de tous les militants marxistes léninistes du monde. Mais nous savons que c'est en premier lieu le peuple chinois qui

perpétuera son exemple en poursuivant l'édification du socialisme en Chine, en mettant en échec toutes les tentatives de restauration du pouvoir bourgeois par les révisionnistes.

Nous nous associons aujourd'hui à la tristesse et à la douleur du peuple chinois et de son Parti face à la disparition du camarade Chu Teh. Nous saurons transformer notre douleur en force pour développer la lutte révolutionnaire.

Croyez, Camarades, en notre profonde émotion et recevez l'expression de nos sentiments révolutionnaires.

Le Bureau Politique
du Parti
Communiste
Révolutionnaire
marxiste-léniniste

Liban :

LES TROUPES SYRIENNES ATTAQUENT LA RÉSISTANCE

Les défenseurs de Tall Zaatar ont repoussé le 47^e assaut lancé contre le camp par les milices réactionnaires soutenues par les troupes syriennes. Dans le Nord, près du bastion réactionnaire de Sghorta, les forces palestiniennes et progressistes, ont libéré le village de Anjoum, qui était une position avancée.

Yasser Arafat, président de l'OLP, vient de lancer un appel dans lequel il dénonce les troupes syriennes qui ont lancé toute une série d'attaques contre les positions de la Résistance Palestinienne et du mouvement national libanais. Dans la montagne au-dessus de Beyrouth, ils ont attaqué la base de Aïn Toura, par lequel les forces patriotiques isolent les bases phalangistes.

La ville de Chekka au Sud de Tripoli est occupée par les forces de la Résistance ainsi que d'autres agglomérations qui servaient de bases aux Phalanges. Les troupes syriennes sont venues au secours des troupes de droite, chaque jour qui passe éclaire plus le rôle de l'armée syrienne : permettre le massacre des Palestiniens, des progressistes libanais par les troupes de Chamoun, de Franglé, et si elles en sont incapables, le faire elle-même.

Ce massacre délibéré bénéficie de complicités multiples. Que signifie la nouvelle mission entreprise par Jalloud le premier ministre libyen qui vient de proposer un prétendu plan de paix qui reprend

point par point les exigences syriennes : notamment la réouverture des bureaux de la Saïka, véritable force supplétive de l'armée d'invasion.

Le voyage de Khaddam à Moscou est un aveu, l'aveu d'un encouragement soviétique direct à la politique criminelle de Assad. Selon des journaux libanais, l'URSS voudrait réconcilier la Syrie et la Résistance Palestinienne. Quelles conditions veut-elle imposer à la Résistance avec l'appui des troupes d'agression syriennes ?

APRÈS LE RAID ISRAËLIEN D'ENTEBBÉ, MENACES CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Le gouvernement israélien s'est saisi du climat d'hystérie raciste qu'il a impulsé en Israël pour préparer l'assassinat de prisonniers palestiniens : au cours de débats tenus à huis clos entre les partis de la coalition du gouvernement Rabin, le premier ministre a déclaré que les guérilleros palestiniens pourraient être condamnés à mort. Selon le ministre de la justice cela pourrait être décidé si c'était efficace contre le terrorisme. Le gouvernement israélien identifie le peuple palestinien au ter-

rorisme. Mais qui sont les terroristes en Palestine ? Le peuple palestinien qui lutte pour sa terre, pour la liberté de son pays ou les colons sionistes dont la présence en Palestine a été imposée par le meurtre, le massacre, le pillage ? Les plus hystériques racistes ont proposé de tuer les prisonniers palestiniens afin qu'il n'y ait plus de prises d'otages pour les faire libérer. C'est une campagne criminelle contre le peuple palestinien à l'intérieur même des territoires palestiniens. Alors que depuis plusieurs mois, les manifestations se poursuivent sans interruption en Palestine, malgré la répression sioniste. Les propos de Rabin sont un véritable appel au meurtre des Palestiniens, qui refusent de vendre leurs terres, qui refusent l'oppression sioniste.

Le peuple libanais doit se préparer à une longue guerre, déclare Kamal Joublatt. Cette guerre embrase maintenant tout le Liban. Au Nord, les troupes syriennes ont attaqué Tripoli, elles bombardent Saïda dans le Sud. Elles attaquent Baalbek dans l'Est, et la ville de Sofar dans la montagne. L'armée syrienne a été stoppée par les forces progressistes et palestiniennes. Maintenant, une nouvelle phase s'ouvre, pour écraser la réaction libanaise et chasser l'armée d'invasion hors du Liban.

rorisme. Mais qui sont les terroristes en Palestine ? Le peuple palestinien qui lutte pour sa terre, pour la liberté de son pays ou les colons sionistes dont la présence en Palestine a été imposée par le meurtre, le massacre, le pillage ? Les plus hystériques racistes ont proposé de tuer les prisonniers palestiniens afin qu'il n'y ait plus de prises d'otages pour les faire libérer. C'est une campagne criminelle contre le peuple palestinien à l'intérieur même des territoires palestiniens. Alors que depuis plusieurs mois, les manifestations se poursuivent sans interruption en Palestine, malgré la répression sioniste. Les propos de Rabin sont un véritable appel au meurtre des Palestiniens, qui refusent de vendre leurs terres, qui refusent l'oppression sioniste.

●SYRIE : Selon l'agence irakienne d'informations, sept pilotes syriens ont été fusillés pour avoir refusé de partir effectuer un raid contre le Liban.

Espagne :

Suite de la une

LE FASCISTE SUAREZ : «J'OFFRE DES POSSIBILITÉS DE COLLABORATION A L'ADVERSAIRE»

D'ores et déjà, on peut esquisser trois scénarios, qui sont d'ailleurs, à des degrés divers pour l'oligarchie, une impasse.

Le premier, le maintien tel quel d'un programme de réformes accélérées, autrement dit, la même politique, avec un chef de gouvernement différent, Suarez, n'est pas totalement à exclure, du fait même de la difficulté de formuler une nouvelle politique, du fait de la «fronde» des ministres libéraux, du fait enfin de l'équilibre précaire des différents clans qui se disputent l'héritage franquiste. Le rôle spécifique de Suarez, pourrait être, dans une nouvelle période de transition, de liquider, en douceur, les résistances des franquistes les plus récalcitrants à tout changement. Cependant, cette solution présente le risque d'aboutir à une nouvelle usure de la carte monar-

chiste, déjà passablement érodée. La vivacité des réactions de l'opposition démocratique à la nomination de Suarez montre déjà à quelles difficultés se heurtera l'oligarchie si elle opte pour cette solution.

Le second scénario, le retour en force de l'Opus Dei, pourrait consister à mettre l'accent sur la solution des problèmes économiques, en particulier en s'attaquant à l'inflation. La grande manifestation populaire du 22 juin dernier (à Madrid), contre la hausse des prix, a montré à quel point la question était cruciale. C'est pourquoi on parle beaucoup ces temps-ci d'un retour en force de l'Opus Dei, cet «État dans l'État» qui place des pions dans tous les secteurs politiques du pays, et qui a gardé de sa gestion dans les années 60, la réputation de technocrates efficaces. Or ces

temps derniers, des personnalités liées à l'Opus Dei, ont reconquis des postes-clés dans l'appareil d'État : de Miranda, président du Conseil du Royaume à Lopez Rodo, actuellement ambassadeur à Vienne et visiteur assidu du palais de Juan Carlos. On retrouve la main de l'Opus, sans parler de nombreuses nominations qui se sont effectuées à la tête de banques comme la Banco de Vizcaya ou la Compagnie Ibérica. Ce second scénario s'il comble de satisfaction les milieux d'affaires, présente autant de difficultés que le précédent, compte tenu de la vitalité du mouvement de masses. Certaines personnes parlent d'un sinistre complot entre le Falange et l'Opus Dei. C'est peut-être aller trop loin, et c'est surtout ne pas voir que les luttes populaires ont une force qui ne laisse pas tant de possibilités à l'oligarchie.



Le mouvement de masse en s'étendant, approfondit la crise du fascisme.

FRAGA EN RÉSERVE ?

C'est dans le troisième scénario que Fraga, ministre de l'Intérieur fait son entrée. On murmure à Madrid que le groupe politique récemment constitué par Fraga aurait «conseillé» à ce dernier de se mettre sur la touche car sa participation à un gouvernement aussi lent à mettre en œuvre les formes «commencerait» à user son crédit politique. Il est indéniable qu'un tel départ laisse aux «libéraux» les coudees plus

franches pour des pourparlers avec une certaine opposition. Ce n'est certainement pas un hasard si ces mêmes libéraux ont souligné, il y a à peine quinze jours, qu'après tout le parti de Carrillo pourrait bien être légalisé. Cette troisième carte, celle d'une ouverture démocratique plus grande, consisterait, à choisir le terrain politique et les concessions démocratiques pour essayer de diviser et de freiner les luttes de masse. Inutile de dire que rien n'est joué ! Sans parler des difficultés économiques

comme le chômage, qui resteraient intactes. Dans l'impasse politique où se trouve aujourd'hui l'oligarchie espagnole, cette troisième carte est celle qui laisse, relativement, le plus d'ouverture. En ce sens, on peut supposer que le véritable dénouement de la crise ouverte ces jours-ci à Madrid ne se fera pas avant quelques semaines, voire même à la rentrée, indépendamment du prochain intermédiaire gouvernemental. Un dénouement, mais pas une solution.

H. VARJAC

INTERNATIONAL

OUA

MANŒUVRES IMPÉRIALISTES ET UNITÉ AFRICAINE

«Les ministres estiment que le temps des résolutions est dépassé pour l'OUA et que l'action est nécessaire», devait déclarer le porte-parole de la conférence M. Peter Once à propos des massacres en Afrique du Sud. Des points importants de l'ordre du jour ont fait l'objet d'un large consensus de la part des participants :

La condamnation de l'Afrique du Sud a été unanime et

la conférence s'est orientée vers un renforcement de l'aide aux mouvements de libération sud-africains et d'un isolement de l'Afrique du Sud par le boycott économique ainsi qu'une action concertée sur le plan politique et diplomatique.

La commission politique du conseil des ministres a dénoncé la création desbantoustans en Afrique du Sud comme étant une «*indépendance factice*». La conféren-

ce a mis en accusation plusieurs sociétés pétrolières multinationales dont Caltex (USA) Shell (anglo-hollandaise), Gulf Oil (USA) qui ne respectent pas l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud et a demandé à la Ligue Arabe de renforcer son contrôle sur ces sociétés.

L'impérialisme US et Kissinger en particulier ont été dénoncés pour le soutien qu'il apporte à l'Afrique du Sud et l'impérialisme français a été condamné clairement pour la vente d'armes et d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud, «*les atrocités françaises commises à Mayotte*», et «*l'occupation illégale de l'île par la France*» ainsi que pour le maintien de la colonisation à Djibouti.

Un soutien conséquent aux peuples en lutte a été préconisé tant pour les peuples d'Afrique Australe que pour le peuple palestinien. A ce sujet, la session ministérielle a présenté un message de soutien au président de l'OLP Yasser Arafat dont des copies devaient être adressées à Boumediène, président des non-alignés, à l'ONU et à la Ligue Arabe.

Sur le fonctionnement de l'UNESCO, la création du Fonds International du Déve-

loppement Agricole (FIDA) et la conférence du droit de la mer, le front des pays du Tiers Monde face à l'impérialisme s'est une nouvelle fois affirmé cependant il est évident que des problèmes graves n'ont pas permis à ce sommet de se séparer sur un accord : c'est le cas principalement de l'attitude à adopter vis-à-vis du Sahara. Le Maroc et la Mauritanie se sont opposés violemment au projet de résolution proposé par le conseil des ministres réaffirmant le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'auto-détermination et à l'indépendance. Ces deux pays dont on sait le soutien dont ils bénéficient de la part de l'impérialisme, français en particulier, ont menacé de quitter l'OUA, finalement, il a été décidé de tenir un sommet spécial sur ce problème.

Autre pomme de discorde : la controverse Somalie-Ethiopie au sujet d'un accord garantissant l'intégrité du territoire de Djibouti après l'indépendance, accord proposé par l'Ethiopie non entériné par la Somalie.

L'Ouganda et le Kenya ne sont pas dans les meilleurs termes après le raid sioniste à Entebbe mais il est vrai, qu'après le voyage du secrétaire d'Etat à la défense américaine au Kenya on ne peut guère avoir de doute sur le rôle joué par le Kenya dans les plans impérialistes en Afrique.

Enfin, il ne faut pas oublier le refus d'un certain nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement de participer à la conférence pour ne pas avoir à sa prononcer sur des sujets aussi brûlants que l'Afrique du Sud, c'est le cas du Zaïre et de la Côte d'Ivoire.

Il existe donc de réels facteurs de division au sein de l'OUA, pour lesquels il ne faut pas sous-estimer le rôle joué par l'impérialisme, mais un bon nombre de pays ont montré le désir qu'ils avaient d'aller dans le sens de la construction d'un front des pays du Tiers Monde.

Annette JANDET

● RHODÉSIE : Le gouvernement raciste de Rhodésie vient de voter une augmentation de 40 % de son budget militaire qui se chiffre à 129 millions de dollars. Cette mesure traduit bien la crainte du gouvernement raciste devant le développement des luttes de libération engagées par les masses africaines.

● VIETNAM : Après l'Assemblée Nationale du Vietnam proclamant la réunification du Nord et du Sud, le gouvernement japonais vient de reconnaître la nouvelle République Socialiste du Vietnam en envoyant un message de félicitations au nouveau gouvernement vietnamien.

CRISE ET HAUSSE DES PRIX DANS LE COMECON

Après l'annonce des hausses de prix en Pologne, hausses que la bourgeoisie polonaise va tenter de maintenir, des hausses de prix de 20 à 30 % sur des produits de première nécessité (viande, charcuterie, volailles, poisson) viennent d'être annoncées en Hongrie. Il ne s'agit pas d'une coïncidence : subissant à la fois les exigences du social-impérialisme et les conséquences de la crise générale des pays impérialistes, les bourgeoisies des pays d'Europe de l'Est tentent de faire payer les effets de cette crise aux travailleurs.

En Hongrie, il y avait déjà eu trois séries de hausses l'année dernière : à la fin de l'année, le prix du sucre (50 %), les matériaux de construction (22 %), les meubles, les tarifs postaux et ferroviaires. Il y a un an, le président du conseil reconnaissait qu'il y avait «*des phénomènes préoccupants dans l'économie*». Il les attribuait aux conséquences de la crise de l'impérialisme : «*Les problèmes les plus grands sont venus du fait que, dans le commerce avec les pays capitalistes, les importations sont excédentaires, que les exportations se situent en dessous du niveau prévu*».

crise que traversent actuellement ces pays.

Si l'on prend l'exemple de la Tchécoslovaquie, on trouvera des exemples particulièrement frappants de cette domination, de ce pillage. La Tchécoslovaquie est contrainte d'acheter 100 % de son pétrole et 80 % du minerai de fer en URSS. Comme la Hongrie, elle a donc subi les effets de la révision des prix des matières premières imposée par l'URSS, l'année dernière. Au nom de la coopération entre pays du Comecon, 6 000 ouvriers tchécoslovaques doivent construire un gazoduc au profit de

En Pologne : à quelle sauce voulez-vous être mangés ?

Après des «consultations démocratiques» le premier ministre Jaroszewicz a annoncé fièrement : «*La majeure partie des travailleurs consultés ont suggéré que la hausse des prix soit moins importante que celle qui avait été proposée*». C'est une manière grossièrement démagogique de présenter le recul imposé à la bourgeoisie par les ouvriers à Ursus et Radom. Jaroszewicz aurait besoin d'un Bergeron !

Cette affirmation, tout à fait contradictoire avec la thèse de «L'Humanité» qui répète toujours que les pays «socialistes» ignorent la crise, montre bien la place qu'occupe l'exportation dans cette économie capitaliste (40 % du revenu national). Ce que n'avouait pas Lazar, c'est que ces graves difficultés venaient aussi des mesures imposées par l'URSS au sein du Comecon : pour la Hongrie, augmentation en moyenne de 52 % des matières premières et produits énergétiques importés d'URSS. C'est la conjugaison de ces deux éléments, dans une économie de type capitaliste qui produit l'important déficit commercial constaté par le gouvernement hongrois.

De même, la crise actuelle en Pologne est due à la fois à la baisse des exportations dans les pays capitalistes et aux exigences accrues de livraisons de céréales pour l'URSS afin de pallier les difficultés de l'agriculture soviétique. La domination des pays du Comecon par le social-impérialisme, le fait que par des mesures d'intégration économique, il les pille et les soumette à ses intérêts, voilà ce qui explique la

l'URSS. Alors que le social-impérialisme oriente pour l'essentiel l'économie soviétique vers la production d'armements, il demande à la Tchécoslovaquie de combler les vides qu'il crée ainsi : ce pays devra, de 1976 à 1980 exporter en URSS 65 % de la production de son industrie lourde, la totalité de sa production de chaussures. Le déficit commercial de la Tchécoslovaquie a atteint 650 millions de dollars l'année dernière.

Des hausses de prix n'ont pas encore été annoncées dans ce pays, mais il est certain que la bourgeoisie collaboratrice tchèque se donnera tous les moyens de faire payer les frais de cette crise à la classe ouvrière. En effet, un des principaux dirigeants du parti révisionniste tchèque a déclaré récemment : «*L'utilisation du travail humain dans le processus de production devrait être accordée au niveau économique*», ce qui signifie en clair «*il faut restructurer et licencier*». Hausse des prix, chômage, répression, face à ces mesures capitalistes, les travailleurs d'Europe de l'Est, comme en Pologne, entreront en lutte contre la bourgeoisie et le social-impérialisme.

O.U.A. : RÉSOLUTION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL PROPOSÉE PAR LE BENIN (EX-DAHOMÉY) AU CONSEIL DES MINISTRES

Cette résolution a été votée par vingt neuf voix pour, deux contre, dix abstentions, six absents et un non participant (la Côte d'Ivoire).

Le porte-parole de l'OUA, M. Peter Once, a exposé les principaux points de cette résolution : le conseil des ministres de l'OUA «très inquiet de la détérioration de la situation au Sahara» a réaffirmé «le droit inaliénable du peuple du Sahara Espagnol à l'auto-détermination et à l'indépendance nationale». Il a fait appel au secrétaire général des Nations-Unies afin de «permettre au peuple sahraoui d'exercer librement son droit à l'auto-détermination». Enfin, il «offre son appui inconditionnel à la juste lutte du peuple sahraoui», et réclame «le retrait immédiat de toutes les forces étrangères d'occupation ainsi que le respect de l'intégrité territoriale» dans cette partie du Sahara Occidental.

Le conseil des ministres de l'OUA a lancé un appel à tous les participants pour l'aboutissement d'un règlement négocié sur cette question.

Argentine

Démission du chef de la police

LES POLICIERS VEULENT POUVOIR ASSASSINER



La police maîtresse des rues de Buenos Aires.

Nommé le 23 juin dernier à la tête de la police, le général Arturo Corbetto a été contraint de démissionner à la suite de multiples pressions de hauts fonctionnaires de la police. Lors de sa nomination, le général Corbetto avait déclaré qu'il attendait de la police «une attitude ferme mais qui traduise, et même plus, qui proclame hautement les valeurs morales de la société qu'elle défend». Il avait exigé qu'au moment de leur détention, les prisonniers soient enregistrés, et avait

interdit les mauvais traitements.

Maintenant, avec le nouveau chef de la police, le général Edmundo Ojeda, on s'attend à voir se développer la répression la plus féroce, la plus arbitraire, le modèle «Pinochet» en quelque sorte. Les policiers ont reçu le droit de tuer sans y mettre aucune des formes que voulait leur imposer le ministre.

Les développements pour-

raient avoir de graves conséquences sur la situation des réfugiés politiques chiliens et uruguayens en Argentine qui maintenant sont menacés d'expulsion. Mardi dernier, une soixantaine d'entre eux ont entamé une grève de la faim et réclament leur transfert dans un autre pays. Lundi prochain, le ministre de l'économie argentin, José Martínez de Hoz sera reçu à Paris. Giscard d'Estaing nous a déjà habitués à recevoir les fascistes en tout genre !

Déclaration de la commission paysanne du P.C.R.m.l.

SUR LES CONSEQUENCES DE LA SECHERESSE A LA CAMPAGNE

Quelle est la situation aujourd'hui pour les paysans ?

A Cuinchy, dans le Pas-de-Calais, un paysan s'est tué, en constatant qu'il était incapable de nourrir ses vaches, tandis que la semaine dernière, deux paysans avaient ce même geste de désespoir après avoir constaté que les vaches qu'ils avaient été forcés de faire paître dans les champs d'avoine, avaient été foudroyées par la concentration des traitements toxiques des céréales.

Les vaches produisent déjà un à cinq litres en

moins par jour tandis que d'ores et déjà les petits éleveurs sont contraints de vendre à un prix dérisoire leurs bêtes.

Mais ce ne sont pas seulement les éleveurs qui sont touchés quand on sait que dans la plupart des régions, plus de la moitié de la production de céréale est perdue. Parfois le maïs n'a pas germé, et s'il ne pleut pas d'ici le milieu de juillet, pour beaucoup la récolte sera totalement compromise.

Face à cela, que fait le gouvernement ?

En leur recommandant la patience, en multipliant les promesses sur « les mesures qu'ils prendront en septembre », en alignant une série de mesures démagogiques et incapables de répondre à la gravité de la situation des petits paysans, Giscard et Chirac se moquent d'eux.

Le gouvernement a voulu donner l'impression de faire un cadeau en accordant des prêts calamités. En fait, ces prêts qui sont proposés à 9% et à condition que le département soit déclaré zone sinistrée, étaient accordés jusque là à 4,5%. D'autre part, qui peut profiter de ces prêts ? Comme pour tous les prêts, sûrement pas tous les petits paysans qui sont fortement endettés et qui ont déjà mis tout ce qu'ils pouvaient en hypothèque ! Loin d'être un cadeau, ces prêts n'auront pour résultat que d'accélérer encore plus la différenciation entre ceux qui peuvent toujours s'en sortir, qui bénéficient toujours des prêts Crédit Agricole et ceux qui n'y ont pas droit, pour qui

ce recours aboutit par l'endettement à une dégradation de leur situation.

Quant à Bourges, en mettant des camions militaires à la disposition de Debatisse, pour le transport de la paille, il veut rehausser le prestige de l'armée, en donnant l'impression d'une « armée au service du peuple ». Mais, qu'en est-il de cette opération ? Organisée par la FNSEA, qui voit là également une bonne opération publicitaire, cette initiative sera incapable de répondre aux nécessités des éleveurs, quand on sait que seulement sur un département comme l'Orne, c'est 300 000 tonnes de paille qui seraient nécessaires. De plus, la FNSEA réduit là son rôle à un rôle d'intermédiaire entre les vendeurs de paille (dont certains n'hésitent pas à déjà en profiter en vendant à prix fort, ou en stockant massivement, en spéculant sur la hausse) et les éleveurs contraints d'acheter de la paille 7 à 8 fois plus chère à l'arrivée, en versant des acomptes

sans savoir encore comment ils pourront verser le solde. Là encore, on peut déjà s'imaginer que les gros trouveront toujours les moyens de payer

non seulement la paille qu'ils auront pu obtenir mais aussi d'acheter les commandes que ne pourront pas régler à l'automne les petits paysans.

Une accélération de la ruine des petits paysans

De fait, devant les conséquences de la sécheresse, comme devant les mesures du gouvernement, tous les paysans sont loin d'être égaux.

Tandis que les gros avaient pu la prévoir, en tenant compte pour leur mise en culture, ont pu

acheter du matériel, ou sont les mieux à même de profiter des mesures de la bourgeoisie et de la spéculation, les paysans pauvres et moyens seront réduits à une situation qui contraindra maints d'entre eux à quitter leur terre ou à rechercher un emploi subsidiaire à la ville.

C'est le capitalisme, le véritable responsable !

Le capitalisme, c'est l'anarchie et le gaspillage dans l'utilisation des ressources. C'est la destruction des milieux naturels, le bouleversement des micro-climats comme dans certaines régions par un déboisement systématique ou la plantation intensive de résineux, c'est la disparition des haies et bocages avec le remembrement, c'est la modification des plans d'eaux...

C'est aussi la course aux profits, laissant de côté toute véritable prévention face aux calamités comme la sécheresse. Dans maintes régions, on parlait depuis des années de la nécessité de construire des retenues d'eau, des lacs collinaires, d'engager des études pour une utili-

sation rationnelle des nappes phréatiques. Le plus souvent, plutôt que de développer des lacs collinaires, petits mais nombreux afin que tous les producteurs puissent en bénéficier, les notabilités locales ont préféré entreprendre des constructions de grand prestige qui recouvrent toute une vallée mais ne permettent d'irriguer que quelques privilégiés... quand ils n'ont pas préféré comme à St Malo utiliser les crédits à d'autres fins. Parfois même, les gros exploitants se sont fait construire uniquement pour leur propre compte des retenues d'eau, en achetant toutes les terres en bordure, afin d'être les seuls à en profiter !

Le socialisme, la seule solution !

Le socialisme parce qu'il mettra en avant non pas la recherche éffrénée du profit, mais la satisfaction des besoins des masses, saura, en s'appuyant sur les paysans pauvres et moyens, substituer à l'exploitation toujours plus intense par la bourgeoisie, des difficultés des petits paysans, une véritable coopération et entraide à la campagne. Il permettra, en partant de l'expérience et des connaissances des paysans de maîtriser progressivement les forces de la nature, de mettre en œuvre une autre organisation de l'espace, réduisant toujours plus l'écart entre la ville et la campagne, en éliminant le gaspillage, l'anarchie et la pollution qui lui sont attendants.

Le socialisme mettra fin aux rivalités actuelles entre les communes qui font que certaines ont de l'eau tandis qu'à quelques kilomètres, d'autres en manquent. Face à la bourgeoisie, aux intérêts des intermédiaires qui divisent les producteurs des villes et des campagnes en faisant payer au prix fort pour les uns, la viande, les fruits et les légumes et en achetant toujours à plus bas prix pour les autres les pro-

duits d'un travail harassant, le socialisme développera une véritable solidarité basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

- Face à la spéculation : maintien des cours de la viande !
- Contre les accapareurs de foin : répartition et distribution totale, à prix fixe et limité du foin ! Contre les accapareurs retors à ces mesures : organisons-nous, entre paysans pauvres et moyens pour prendre le foin là où il se trouve !
- Report sans condition des dettes, ouverture d'un crédit gratuit et obtention d'une aide directe égale et immédiate pour tous les petits paysans frappés par la sécheresse.
- La bourgeoisie se sert aussi de la sécheresse pour accentuer sa politique de crise contre les ouvriers, sous le prétexte de la baisse de tension rendue du courant électrique rendue nécessaire, et dans le même temps : développons la riposte dans l'unité des ouvriers et des paysans !

Vive le pouvoir des ouvriers et des paysans.

LES GROUPES D'ENQUÊTE CET ÉTÉ A LA CAMPAGNE



La commission paysanne du PCRml qui vient de se réunir, a précisé le travail des groupes d'enquêtes mis en place sur les différentes régions. A la suite du premier questionnaire de pré-enquête statistique sur les exploitations agricoles des différentes régions, elle a élaboré un questionnaire qui marque nettement le caractère de l'enquête à accomplir : sur les effets de la crise à la campagne ; les luttes auxquelles cela a donné lieu ; les projets de la bourgeoisie à la campagne ; l'influence des révisionnistes et réformistes ; la question de l'alliance des ouvriers et des paysans et les expériences d'unité entre les travailleurs des villes et des campagnes ; les paysans et le socialisme, etc...

Vu la situation aujourd'hui à la campagne, il a été joint un questionnaire sur les effets économiques de la sécheresse et les questions politiques qui se posent à partir de là, à la campagne.

Ces questionnaires peuvent être envoyés à tous les lecteurs de la campagne ou à ceux qui vont y passer leurs vacances, qui veulent se joindre aux groupes d'enquêtes ou qui simplement veulent contribuer à leur travail.

LISTE DES GROUPES D'ENQUÊTE DÉJÀ CONSTITUÉS ET DATE DES ENQUÊTES

- En Bretagne, dans les Côtes du Nord, du 7 juillet à la fin du mois, sur les problèmes des petits paysans (lait, problèmes fonciers, maraîchages...), mais aussi sur les questions spécifiques à la Bretagne.
- Dans l'Oisans, sur les problèmes d'agriculture de montagne du 10 au 30 août.
- Dans le Doubs, du 8 au 21 août.
- Dans la Drôme, à partir du 15 juillet (cf lettre ci-contre).
- En Saône-et-Loire durant tout le mois de juillet, autour d'un groupe de paysans qui ont engagé un travail de mobilisation dans la région contre les firmes agro-alimentaires, dont les petits paysans sont de plus en plus dépendants.
- Dans la région d'Orléans, durant le mois de juillet.
- Dans le Nord, ainsi que dans la région d'Aurillac, dans le Gers, conjointement au camp de l'UCJR, se préparent également des enquêtes.
- Enfin dans le midi, des camarades sont déjà au travail dans la région d'Apt (production de cerises).

En septembre, en liaison avec le travail de diffusion du film que viennent de réaliser les camarades de « Front Paysan » avec le MIVOC, il est possible d'organiser un petit groupe d'enquête qui participerait aux vendanges chez les petits viticulteurs des Corbières et des montagnes de l'Hérault. Mais, il serait intéressant de débiter l'enquête dès le mois d'août, aussi, que tous les lecteurs intéressés nous écrivent rapidement.

Que les lecteurs qui n'auraient pas encore reçu de réponse, ou qui au dernier moment se trouvent intéressés pour participer à un des groupes, écrivent rapidement ou téléphonent au journal. Ils seront mis en relation directe avec les responsables des différents groupes régionaux.

Lettre du groupe Drôme-Ardèche

«Le groupe Drôme-Ardèche est maintenant constitué... Il est formé d'étudiants et de paysans que vont rejoindre des ouvriers et des intellectuels...»

Nous avons décidé d'engager dès maintenant le travail de documentation (qui doit se poursuivre jusqu'au 14 juillet environ) sur la Drôme, d'abord par l'étude des documents rassemblés à l'échelle régionale sur Lyon (INSEE, chambre régionale d'agriculture, bibliothèques...), ensuite, nous chercherons à Valence des renseignements plus précis sur le département (crédit agricole, fédération...). A la suite de cette étude large dont nous communiquerons les résultats, nous nous fixerons un (ou plusieurs) secteurs d'intervention ; nous enrichirons

l'enquête sur place (dans les mairies, au cadastre...).

Nous nous fixons deux objectifs principaux : - privilégier l'intervention auprès de la paysannerie pauvre, qui a le plus d'intérêts objectifs à la révolution.

- Cerner la ligne de démarcation entre paysans pauvres et paysans moyens et délimiter parmi ces derniers les moyens pauvres.

Nous comptons intervenir dans toutes les manifestations économiques ou politiques (marchés...) : stands avec des panneaux, ventes du Quotidien... Nous aurons particulièrement besoin à ces occasions de films du « Front Paysan » : il faut que vous nous en procuriez...»

Le groupe Drôme-Ardèche

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

9 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Nous demandons aux camarades qui lisent le «Quotidien du Peuple» et le soutiennent, d'arrêter de l'acheter en kiosque et de s'abonner directement pour un an au journal. Compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages (abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



Et à un livre ou un disque au choix

- *Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le nouveau Partisan)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- *Parmi les disques :
- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
 - Un disque de François Tusques (Intercommunal Free Dance Orchestra)
 - Dansons avec les travailleurs immigrés

Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

- de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- de 5 F au café-théâtre «Café d'Edgar», 58, bd Edgar Quinet, Paris.

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales).....
Prénom.....
Adresse.....
Ville (indiquer le code postal complet)

Abonnement normal..... 300 F
Abonnement de soutien..... 500 F
Abonnement de soutien..... F

Mode de Versement :
- En une fois.....
- En trois fois.....

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

BLOC-NOTES

Élaborons ensemble notre guide des vacances

PARIS

LES TRACES DE L'HISTOIRE DE NOTRE PEUPLE

Au musée Carnavalet (rue de Sévigné, métro Saint Paul).

Sans aller jusqu'à Versailles, en parcourant les salles de cet hôtel qui fut habité par Mme de Sévigné, on peut se rendre compte du luxe raffiné où vivait l'aristocratie et de la remarquable habileté des artisans du siècle de Louis XIV : lambris dorés, immenses glaces, plafonds peints, parquets finement marquetés ; l'on a aussi, en miniature des jardins à la Française.

Mais ce qui fait l'intérêt de la visite, c'est qu'on y voit revivre les travailleurs parisiens des siècles passés à travers les gravures, les toiles, les maquettes de quartiers, d'ateliers... Ainsi, ce très grand tableau intitulé «Paris vu du Quai de la Rapée, début 18^e siècle» : c'est toute une activité intense : les femmes qui lavent leur linge, un menuisier qui répare une barque ; de nombreux bateaux sur le fleuve et même deux radeaux de troncs d'arbres ; des moutons débarqués sur la rue... et à l'horizon des moulins à vent.

Il y a aussi les enseignes de magasin : bois peint, sculpté, fer délicat-

ment forgé, toute une créativité populaire liée aux besoins de la vie quotidienne.

Le Musée Carnavalet est censé conduire le visiteur de salle en salle à travers l'histoire de Paris : les débuts de la Révolution, les Etats Généraux... Là beaucoup d'objets, de toiles, de faïences réalisés dans l'enthousiasme populaire, expression d'un art nouveau, celui des masses.

Mais on parcourt en vain tout le musée sans arriver à la salle consacrée

à «la Commune de Paris». En passant, l'on peut admirer le très beau portrait que Courbet fit de Jules Vallès, mais c'est tout !

Renseignement pris auprès du gardien : oui, cette salle a bien existé, mais elle a été fermée il y a 12 ans pour cause de réfection. Et depuis, le musée a été «réorganisé», ce qui a permis de faire disparaître cette période.

Des milliers de jeunes, conduits par les enseignants visitent chaque année ce musée... mais le pouvoir truque ici l'histoire du peuple, comme il le

fait dans les manuels scolaires.

Si vous allez au Musée Carnavalet, et cela en vaut la peine car malgré tous ses

efforts, la bourgeoisie ne parvient pas à effacer complètement les traces de la créativité des masses, réclamez la réouverture de la salle sur «la Commune»

DIX PROMENADES A TRAVERS PARIS RÉVOLUTIONNAIRE DE LA BASTILLE AU MONT VALÉRIEN

(Editions Ouvrières 1957)

Ce livre guide de Jean Maitron serait à posséder quand on veut passer quelques jours à Paris (mais il est épuisé en librairie)

très bien fait ; avec des plans, des précisions historiques nombreuses, il permet d'aborder une visite de Paris dans une optique révolution-

naire, puisque les lieux importants que signale l'auteur sont ceux où combattit le peuple de Paris, où vécurent les grands militants (Blanqui, Lénine), où reposent tous ceux qui donnèrent leur vie pour accélérer le processus de transformation de notre société.

4, rue Marie-Rose : ici vécut Lénine

Lénine habitait à ce moment-là (1909) une petite rue calme et écartée : rue Marie Rose, numéro quatre, au deuxième étage. C'est Nadiéjda Konstantinovna, la femme de Lénine, qui nous ouvre la porte.

«C'était un petit logement : deux chambres et une cuisine. Une de ces chambres, où l'on arrivait par un petit couloir, c'était le cabinet de

travail de Lénine. Elle était éclairée par deux fenêtres. Son «bureau», c'était tout simplement une grande table de bois blanc recouverte d'une toile cirée. Le mobilier était composé d'une chaise ordinaire et dans un coin à droite, d'un divan bas et large, recouvert d'une housse grise et noyé sous les livres. Partout des livres. Sur des étagères, sur une planche, sur le parquet.



JEUDI 8 JUILLET

TF1	13 h 00 - JOURNAL
	13 h 50 - Tarzan Film américain
	15 h 00 - Tennis : Coupe Davis
	18 h 15 - Pour les jeunes
	19 h 00 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
	19 h 20 - Actualités Régionales
	19 h 40 - Les formations politiques
	20 h 00 - JOURNAL
	20 h 30 - Nick Verlaïne Feuilleton
	21 h 30 - L'événement
	22 h 30 - Tour de France
	22 h 45 - Jazz à Juan : Count Basie
	23 h 15 - JOURNAL et fin
A2	14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2
	16 h 05 - Tour de France
	18 h 15 - Le palmarès des enfants
	18 h 30 - Vie quotidienne
	18 h 55 - Des chiffres et des lettres
	19 h 20 - Actualités Régionales
	19 h 45 - Y'a un truc
	20 h 00 - JOURNAL
	20 h 30 - Fantomas se déchaine Film d'André Hunebelle (1964)
	22 h 05 - Roma la rose
	22 h 55 - JOURNAL et fin
FR3	18 h 45 - Pour les jeunes
	19 h 05 - Programmes Régionaux
	19 h 20 - Actualités Régionales
	19 h 40 - Tribune libre
	19 h 55 - Flash Journal
	20 h 00 - Vingt heures en été
	20 h 30 - Cinéma d'hier La bataille - Film français de N. Farkas (1933)
	22 h 00 - JOURNAL et fin

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÔIC

aux Éditions P.J. OSWALD

Résumé : Youenn Hebken travaille sur l'île Tudy, dans un atelier de salaison. Il s'est mis en ménage avec Anna Bleo Ruz, ouvrière à la pêcherie.

L'hiver venu, les occupations de l'île furent changées. Les aliments prêtés usurairement par les bourgeois étaient épuisés. Et ce n'est pas les deux centimes et demi par poisson salé que rapportaient ensemble Youenn et Anna qui pouvaient leur permettre de vivre. Naturellement, ils soustrayaient bien de temps en temps un poisson, mais le contremaître était vigilant, vu que les ateliers étaient aussi la propriété de six gros bourgeois de Pont l'Abbé, qui s'entendaient pour ne pas augmenter les salaires.

Anna se mit alors à ramasser les coquillages à marée basse du côté de la rivière, sur les bancs de sable et autour de l'île Garo, Keffen et de l'île Chevalier. Quelquefois, la récolte était bonne, mais il valait mieux, comme faisaient plusieurs autres femmes, les monnayer à Pont l'Abbé et acheter avec quelques kilos de pommes de terre, que les manger soi-même, les bourgeois aimant en améliorer leur ordinaire.

Anna et trois ou quatre autres femmes partirent un matin vers deux heures, Youenn leur fit passer la rivière jusqu'à la digue de Pont l'Abbé et, par le chemin de halage, qui sert d'habitude aux bateaux pour remonter la rivière jusqu'au pont, elles se rendirent aux halles.

Là, elles s'installèrent avant que les paysans eux-mêmes soient arrivés au marché et attendirent la domesticité des bourgeois.

Ce jour-là, les porteuses de Pont l'Abbé étaient à leur cinquième semaine de grève et deux des meneuses étaient en prison. Mais le conseil municipal ne voulait pas revenir sur l'arrêté interdisant le portage aux femmes. Et ce furent elles qui vinrent les premières pour quémander de la nourriture.

Les paysans ne donnèrent pas, mais les femmes de l'île, sur la demande d'Anna, donnèrent une partie de leurs coquillages et promirent de donner de l'argent de leur vente. Puis, elles injurièrent les paysans avarés, qui ne savaient pas ce que c'était la solidarité des pauvres, et dont la seule idée était de grignoter le plus de sous possible pour aller boire au café, et coucher avec des putains, que si elles rencontraient leurs femmes, elles sauraient bien les dénoncer. Alors, les paysans pour avoir la paix, donnèrent quelques kilos de pommes de terre aux porteuses de Pont l'Abbé.

Mais cela se sut, et plusieurs négociants arrivèrent aux halles pour montrer leur mauvaise humeur.

- Vous n'avez pas à donner aux feignantes, dirent-ils.

- Ce ne sont pas des feignantes, répliqua durement Anna Bleo Ruz. C'est vous qui ne voulez pas leur donner du travail. Les feignants, c'est vous, qui exploitez la peine des pauvres. Tenez, à l'île Tudy, vous prenez le loyer des mesures, plus le produit de la pêche, et vous faites encore du bénéfice à nous faire saler pour rien...

- Nous vous donnons à manger, femmes aigres. Si nous n'étions pas là pour payer l'impôt foncier à votre place, le procureur du roi vous aurait saisis tous vos biens depuis longtemps ! Et puis, même,

nous perdons avec vous ! Pour vous punir de venir ici mettre la révolution et la mutinerie, gueuses, on va vous saisir vos coquillages. Les gendarmes vont venir tout à l'heure, et vous verrez !

Sur quoi les bourgeois s'en allèrent, pleins de rage.

Anna sentit la colère lui enflammer la tête, et ses cheveux rouges se mettre en étendard.

- Qu'est-ce qu'il raconte, ce cochon de bourgeois ? Il croit qu'il va avoir sur sa table nos coquillages pour rien ? Il n'a qu'à essayer de venir les prendre, s'il ne sait pas de quoi je suis capable...

Les paysans étaient eux, bien contents, de se trouver sur le point d'être vengés des furies de l'île Tudy. Ils riaient fort, et se tenaient les côtes.

Ce n'était qu'une menace.

Pourtant, pas une bonne de bourgeois ne vint acheter les coquillages de la rivière, et Anna laissa sa part de récolte à un fermier de Plonéour, en échange d'un sac de pommes de terre. Elle savait bien qu'elle aurait pu en avoir le double, mais elle était mal en train pour baisser sa fierté à marchander.

Elle ne mit plus les pieds ensuite au marché de Pont l'Abbé. Ce fut Youenn qui alla à sa place. La vieille était morte, Anna prit à son tour la garde du troupeau étique de l'île Tudy, et elle eut droit à une part de lait et de beurre, ainsi qu'une part du croît.

Ils ne passèrent pas un hiver trop malheureux. Mais le printemps ramena la souffrance et la colère.

(à suivre)

LE NIGER FACE A LA MAIN-MISE ETRANGERE (1)

PAR ANETTE JANDET

Au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Niger : un pays, un peuple jadis considérés comme chasse gardée par la bourgeoisie française. Aujourd'hui, le Niger doit encore affronter la volonté de pillage de l'impérialisme français et d'autres impérialismes, incapables de tirer les leçons de l'avancée actuelle du mouvement de libération en Afrique qui les rejettera définitivement.

LE PILLAGE : DE L'URANIUM A L'ARACHIDE

Le Niger est un Etat profondément enfoncé dans les terres de l'Afrique de l'Ouest, sans aucun débouché sur la mer. Pourtant, il est pratiquement coupé de la plupart des pays limitrophes du fait de l'absence dramatique d'un réseau routier et ferroviaire. Grand comme deux fois la France (1 267 000 km²), le territoire est occupé aux deux tiers par le désert du Sahel qui connaît une saison sèche et une saison humide et où l'agriculture est possible, surtout dans la région du fleuve. 93 % de la population nigérienne est rurale, 7 % vit dans les villes.

Quatre villes ont plus de 10 000 habitants, trois de 20 à 30 000 (Zinder, Maradi, Tahoua), Niamey la capitale a 100 000 habitants. Les groupes ethniques sont nombreux : les Djermas (870 000), les Haoussas (1 850 000), les Kanouri sont des sédentaires. Les nomades sont représentés par trois ethnies : les Peuls (1 56 000) qui vivent dans le Sahel, les Touaregs (465 000) dans le Nord, les Toubous au Nord, Nord-Est. La population totale est de quatre millions d'habitants et il existe encore des ethnies moins importantes numériquement, 80 % de la population est islamisée.

l'exploitation et impose au Niger toutes ses décisions. Depuis 1972, le gouvernement français accorde une grande importance à l'uranium. La crise du pétrole a donné aux autres sources d'énergie une valeur accrue et les cours de l'uranium ont monté sur le marché mondial. Dans le cadre de son plan d'édification de centrales nucléaires, le CEA a décidé d'accroître son exploitation de l'uranium au Niger.

Depuis cette année, le gisement d'Akouta est entré en exploitation, toujours sous le contrôle du CEA, et d'ici 1985, il est prévu d'exploiter dix nouveaux gisements, le CEA ayant entrepris de prospecter sur une zone de 2 000 km² autour d'Arlit.

Ainsi, l'uranium, principale richesse du Niger, ne profite pas au pays. Jusqu'à présent, le Niger n'a même pas pu imposer à la France de



Les mines d'uranium d'Arlit, pillées par la France. Exploitation de la mine : dirigée par un général français !

ARLIT, UNE MINE POUR L'IMPÉRIALISME

Au Nord du Niger dans le massif rocaillieux et désertique de l'Air, à 250 km au Nord d'Agadez, très à l'écart de l'unique route transaharienne (Tamanrasset-Agadez), Arlit n'était connu que des seuls nomades Touaregs, qui habitent cette région, quand on y découvrit en 1960 un des plus riches gisements d'uranium du monde.

Depuis sa mise en exploitation en 1966 par la SOMAIR (Société des Mines de l'Air), les mines d'Arlit emploient huit cents personnes. Tous les ingénieurs sont français et l'exploitation est dirigée par un général français. Pour eux qui reçoivent des salaires allant jusqu'à 1 500 000 F CFA, Arlit offre ses bouti-

ques qui regorgent de produits aux prix très élevés, venus d'Europe. C'est pour eux qu'on édifie en plein désert une ville moderne avec ses cinémas, ses tennis, ses appartements confortables. Le travailleur nigérien, lui, vit isolé à Arlit, souvent à plus de 500 km de sa famille. Les nouvelles constructions ne sont pas pour lui, il vit dans les baraquements. Son salaire de 15 000 F CFA ne lui permet pas d'acheter dans les boutiques de la ville et il doit se contenter du mil acheté aux commerçants traditionnels. Ainsi, pour les travailleurs nigériens, souvent anciens paysans ou nomades, uranium ne signifie qu'une exploitation nouvelle et accrue.

A QUI PROFITE L'URANIUM ?

Depuis la découverte d'autres gisements dans l'Air, on évalue les réserves du Niger à 50 000 T d'un minéral de teneur moyenne facile à extraire, ce qui place le pays au cinquième rang des producteurs du monde. Cela profite-t-il au pays, cela favorise-t-il son indépendance ?

Le Niger, pays soumis à la domination du colonialisme français dès 1906 n'a fait l'objet d'aucun investissement industriel. Mais l'impérialisme français, prévoyant, se réservait par l'Article V des accords de coopération, signés en 1961, l'utilisation prioritaire des matières pre-

mières et produits stratégiques. Cette clause reste toujours en vigueur. L'impérialisme français reste le grand bénéficiaire de l'exploitation de l'uranium. En effet :

- Depuis la mise en exploitation d'Arlit et des mines du Gabon, la France préserve ses propres gisements sur son territoire, en fermant des centres, en produisant au ralenti dans d'autres.

- Le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) détient 67 % des parts de la SOMAIR avec son complice Pechiney-Mokta. Le reste est réparti entre un groupe allemand et un groupe italien, 16,75 % seulement revenant au Niger. C'est le CEA qui fixe à son gré les bénéfices, organise

«PÉRIODE DE SOUDURE»

Le Niger est à nouveau gravement touché par la famine. Depuis février 76, l'alerte a été lancée mais en ce moment précisément on est en pleine «période de soudure» (période qui précède la prochaine récolte), ceci va durer quatre mois environ, et c'est près d'un million de personnes qui sont directement concernées.

Le gouvernement qui avoue un déficit alimentaire de deux cent mille tonnes de céréales ces jours-ci, lance des appels et demande une aide internationale depuis plusieurs mois.

La semaine dernière le colonel Kountché, chef de l'Etat du Niger rentrait à Niamey après une visite officielle de deux jours à Bruxelles, où il a été reçu par le gouvernement belge, mais aussi par de hauts responsables de la CEE (Communauté Economique Européenne). Kountché est le premier chef d'Etat à être reçu par la CEE depuis la signature des accords de Lomé en février 75 entre la CEE et les ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique). Trois conventions ont été signées avec la CEE au terme de cette visite : elles concernent la fourniture de semence d'arachide aux paysans nigériens pour deux milliards cinq de francs CFA, plus deux milliards pour «promouvoir la production» et enfin le financement de l'axe routier Niamey Dosso pour plus d'un milliard.

LE PÉTROLE

Par contre, dans le domaine du pétrole, l'impérialisme français semble avoir été supplanté par plus fort que lui : l'impérialisme américain.

Quatre sociétés américaines ont le monopole de la prospection sur 900 000 km². Le président Kountché, s'étant permis de déclarer, en octobre dernier, que le Niger allait bientôt disposer de pétrole, la

Texaco, la principale compagnie américaine, n'a pas apprécié cette initiative et a fermé boutique. Il semble en fait qu'elle ne souhaitait pas exploiter le pétrole qu'elle a découvert et n'entendait pas demander leur avis aux gouvernements nigériens. Ainsi, les deux grandes richesses minières du sous-sol nigérien sont entre les mains des capitalistes étrangers.

LE PILLAGE DES CAMPAGNES NIGÉRIENNES

Le pillage impérialiste ne se limite pas aux richesses minières du pays. Avant la découverte d'Arlit, le pays n'avait aucune industrie, les seules usines étaient alimentées par des produits agricoles, coton, arachide.

LE COTON

Depuis 1956, la CFDT (Compagnie Française pour le Développement du Textile) est chargée de la culture du coton. Cette société, sous-prétexte d'aider les paysans en les incitant à se moderniser, les a fait s'endetter pour la plupart et a favorisé la création d'une minorité de paysans riches, capable de contrôler politiquement les campagnes. Elle sévit dans toute l'Afrique de l'Ouest, notamment en Haute-Volta. Depuis 1965, elle cherche à créer au Niger des «groupes mutuels de progrès» qui doivent en fait regrouper les terres pour une culture intensive tout à son profit. La récolte est traitée dans les deux usines d'égrenage de Maradi et Madova. La production est tissée à la Nitex à Niamey. Créée en 1968, c'est la plus grosse entreprise du pays, celle qui fournit le plus d'emplois (530). Mais elle reste dans les mains du capital français, 5 % des parts revenant au Niger, 10 % à la Copra-Niger et 15 % aux capitaux nigériens privés, contre 70 % au groupe Agache-Willot. Rappelons que les frères Willot qui ont fait un séjour à la Santé, compromis dans un scandale immobilier, continuent de mener rondement leurs affaires au Niger comme ailleurs.

L'ARACHIDE

L'arachide, développée par les colons dès 1930, est le moyen essentiel pour les paysans nigériens de se procurer l'argent nécessaire au paiement de l'impôt. Elle est cultivée dans tout le pays, mais surtout dans les départements de Zinder et de Maradi qui fournissent 90 % de la production totale. Toute la production du pays est destinée aux marchés extérieurs et l'arachide représente deux tiers des exportations. Il n'y a pas de plantations, tous les paysans cultivent l'arachide dans leurs propres champs. Le traitement se fait dans deux usines, la SICO-NIGER installée à Maradi et la SEPANI à Magaria qui produisent exclusivement pour le marché européen.

LE RANCHING

Depuis la grande famine de 1973, il semble que les impérialistes américains et européens se soient intéressés particulièrement à la création de grands ranches au Niger pour la production extérieure notamment vers l'Europe. Le Niger était un pays au cheptel important et à la faveur de l'exode nomade vers le Nigeria, il semble que l'on s'oriente vers des regroupements et des concentrations de troupeaux en certains points. A l'heure où le pays va affronter la famine, toutes les activités agraires, arachide, coton, élevage sont tournées vers l'exportation, destinées au marché européen, notamment français.

(à suivre)